



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°46 (N°128) – 1,50 €

18 AVRIL 2012

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

**DÉCLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE,
DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE**

Élections présidentielles :

**Il faut tout mettre en œuvre pour chasser Sarkozy
(et battre Le Pen, Bayrou, et tous les candidats des partis bourgeois)**

Les élections présidentielles, des élections profondément antidémocratiques

Les 22 avril et 6 mai auront lieu les élections présidentielles. L'élection du président de la République au suffrage universel est une pièce maîtresse des institutions de la V^e République. Elle consiste à proposer au « peuple » de choisir une fois tous les cinq ans son « sauveur » doté d'immenses pouvoirs, pouvoirs d'autant plus immenses que la réforme des institutions adoptée par référendum à l'initiative du gouvernement Jospin-Gayssot-« gauche plurielle » – qui fait suivre

immédiatement les présidentielles des législatives – accentue le caractère subordonné du Parlement au Président. C'est dire que tout parti, toute organisation se réclamant du mouvement ouvrier ou même simplement de la défense des libertés démocratiques devrait commencer par mettre à son programme : A bas l'élection du président de la République au suffrage universel ! A bas la constitution (bonapartiste) de la V^e République !

Cinq années de gouvernement Sarkozy-Fillon

Ces élections interviennent après cinq années de gouvernement Sarkozy-Fillon, soutenu sans faille par la majorité de députés UMP. Elles succédaient à cinq ans de gouvernements Chirac, lesquels avaient infligé de dures défaites au prolétariat (notamment le passage à 40 annuités pour les fonctionnaires en 2003) avant de trébucher sur la tentative d'instaurer le CPE. Avec l'accès de Sarkozy à la présidence, jamais depuis Pétain le prolétariat et la jeunesse n'avaient subi une telle grêle de coups : liquidation des régimes spéciaux des retraites préparant l'offensive générale contre les retraites de tous (avec notamment le passage à 62 ans de l'âge légal et à 67 ans pour la retraite à taux plein), violente attaque contre l'Hôpital public avec la loi HPST, attaques contre le financement de la Sécurité sociale, liquidation de la

définition légale du temps de travail via les « accords compétitivité emploi ». La Fonction publique n'a cessé d'être dans le collimateur : suppression de 150 000 postes de fonctionnaires depuis 2007 et entreprise méthodique de destruction du statut de la Fonction publique (RGPP, loi mobilité, loi dite « contre la précarité » dans la FP pour permettre le recrutement en contrat de droit privé, etc.). La jeunesse et dans le même mouvement le corps enseignant ont été particulièrement sous le feu de cette offensive : d'abord avec la LRU (Loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités) complétée par les attaques contre le statut des enseignants du supérieur et pour mettre la recherche publique sous la coupe du patronat. (suite page 2)

Sommaire :

• ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : IL FAUT TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR CHASSER SARKOZY...	P.1
• NOTES ÉDITORIALES	P.6
• CANDIDATURE MÉLENCHON	P.12
• SUPPLÉMENT RATP	P.17
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.	P.18
• ESPAGNE	P.21
• TUNISIE	P.26

Toutes les contre-réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche obéissent à la même logique : concurrence à tous les niveaux et asphyxie des formations jugées « non rentables », transformation des universités en entreprises dont les présidents doivent être de véritables patrons. Elles préparent ce qui doit en constituer l'achèvement : la privatisation des universités, la pulvérisation des diplômes nationaux, le financement des études supérieures par les étudiants eux-mêmes, qui auraient pour conséquence l'expulsion de l'université des étudiants d'origine modeste.

La jeunesse et dans le même mouvement le corps enseignant ont été particulièrement sous le feu de cette offensive : d'abord avec la LRU (Loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités) complétée par les attaques contre le statut des enseignants du supérieur et pour mettre la recherche publique sous la coupe du patronat. Toutes les contre-réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche obéissent à la même logique : concurrence à tous les niveaux et asphyxie des formations jugées « non rentables », transformation des universités en entreprises dont les présidents doivent être de véritables patrons. Elles préparent ce qui doit en constituer l'achèvement : la privatisation des universités, la pulvérisation des diplômes nationaux, le financement des études supérieures par les étudiants eux-mêmes, qui auraient pour conséquence l'expulsion de l'université des étudiants d'origine modeste.

Mais c'est à tous les niveaux de l'enseignement public que les attaques ont été portées : diminution massive des heures d'enseignement en primaire, au collège, en lycée ; liquidation de l'enseignement technique et professionnel public et financement à caisses ouvertes de l'apprentissage patronal ; tout cela agrémenté d'attaques contre la qualification du corps enseignant (liquidation de toute formation des professeurs) et contre le statut pour le mettre au pas, en particulier via le projet de décret sur l'évaluation des enseignants.

Une des facettes les plus répugnantes de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon fut celle concernant les travailleurs immigrés : lois, décrets et circulaires en cascade durcissant les conditions de naturalisation, du

regroupement familial, le droit d'asile, expulsion de dizaines de milliers de sans-papiers, le record d'une année ayant vocation à être battu l'année suivante ; le tout agrémenté des déclarations grossièrement racistes des Guéant et autres Hortefeux.

Dans le même temps était adopté un impressionnant arsenal de lois contre les libertés ouvrières, d'abord contre le droit de grève au nom du service minimum : des transports en commun aux professeurs d'école, jusqu'aux travailleurs du transport aérien. Et au-delà, contre les libertés démocratiques : inféodation étroite de l'institution judiciaire au pouvoir d'état (à travers par exemple la volonté de supprimer les juges d'instruction), remise en cause de la justice des mineurs, instauration des peines plancher, etc.

Relève de la même logique la loi dite sur la « représentativité syndicale », honteusement soutenue, et même élaborée, par la majorité des appareils syndicaux (ceux de la CGT et de la FSU en particulier). Car non seulement cette loi remet en cause la liberté de constituer une section syndicale (la soumettant à des conditions donnant toute latitude à la répression patronale), mais encore elle permet au patron de faire signer dans l'entreprise un accord dérogatoire aux accords de branche. Par leur collaboration active à travers le « dialogue social », les directions des syndicats ouvriers (CGT, FO, FSU) portent une responsabilité majeure dans les défaites accumulées : concertation pendant plusieurs mois sur la contre-réforme des retraites, négociation de toutes les contre-réformes de l'école et, encore récemment, participation au « sommet social » du 18 janvier ouvrant la voie au dernier acte législatif de la majorité UMP instaurant la dite « TVA sociale », une attaque majeure contre la Sécurité sociale.

La « politique extérieure » de Sarkozy est le strict complément de la « politique intérieure » : elle se résume en la défense acharnée de la place économique et politique de l'impérialisme français dans le monde par tous les moyens, y compris celui de l'intervention militaire en Libye, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et ailleurs.

Tel est le bilan, loin d'être exhaustif, du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Sarkozy, candidat pour aller plus loin, frapper plus fort le prolétariat

Sarkozy s'est déclaré candidat à sa propre succession. Il bénéficie du soutien officiel de toute la réaction en Europe, de Merkel à Cameron en passant par Monti et Rajoy. Le terrain sur lequel il fait campagne indique assez son objectif : tenter de rassembler le ban et l'arrière-ban de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie réactionnaire contre le prolétariat, ses acquis et ses organisations. En s'en prenant violemment aux « corps intermédiaires » (et il cite explicitement les partis et les syndicats), il se présente comme le candidat du « peuple » contre les « élites ». Certes, c'est grotesque : le président du *Fouquet's* et du yacht de Bolloré comme candidat du « peuple », on peut trouver mieux ! Mais ces déclarations ont pour but d'avoir recours au référendum visant à soumettre les immigrés à une législation d'exception ou à liquider le droit des chômeurs. Il indique ainsi la volonté

de Sarkozy de retourner aux sources de la V^e République et aux procédés du bonapartisme pour mater le prolétariat. Chacune de ses déclarations indique cette volonté : violente attaque contre les statuts, contre les chômeurs assimilés à des « assistés », proposition d'augmenter la charge de travail des enseignants de 40 %, etc. Chaque jour de campagne est l'occasion d'une nouvelle trouvaille. Du coup, voilà Marine Le Pen et son Front National promus au rôle de boîte à idées du candidat Sarkozy ; celui-ci empruntant sans vergogne à celle-là ses thèmes de campagne. A vrai dire, le candidat Sarkozy ne se distingue du FN que sur la question de la défense de l'euro et de la présence dans l'UE, à propos de laquelle Sarkozy ne fait que reprendre à son compte la position majoritaire de la bourgeoisie française et du MEDEF.

Quant à Bayrou, son programme ne se distingue en rien sur les questions essentielles de celui de Sarkozy dont il a soutenu pendant 5 ans les principales décisions (contre-

réforme des retraites, suppressions de postes dans la Fonction publique, etc.).

Une angoissante question pour les travailleurs et la jeunesse : comment échapper à l'avenir de misère et de barbarie que promettent les développements de la crise du mode de production capitaliste ?

Dans ces conditions, l'aspiration de millions de travailleurs et de jeunes à se débarrasser de Sarkozy, à défaire les candidats des partis bourgeois est immense. Mais ces élections ont lieu dans un contexte bien particulier : depuis 2008, la crise du capitalisme fait dans le monde entier et en France en particulier des ravages, avec notamment le développement endémique du chômage et de la précarité, la diminution brutale du pouvoir d'achat, la remise en cause d'acquis arrachés il y a plus d'un demi-siècle en matière de santé et de sécurité sociale, de retraite, d'éducation, etc. Les travailleurs à juste titre redoutent que leur avenir ne ressemble à celui des travailleurs grecs – dont les revenus ont été divisés par deux en quatre ans. La jeunesse craint que son avenir ne ressemble à celui des Grecs ou des Espagnols dont un jeune sur deux est au chômage. On leur présente de toute part la crise comme une « crise de la dette » qu'il leur reviendrait de payer.

Mais outre le fait que la « crise de la dette » est largement le produit des cadeaux fait par milliards aux banquiers et

capitalistes – en 2008, mais qui continuent aujourd'hui –, on leur masque que cette crise n'est que la partie visible d'une crise plus profonde : la crise de surproduction inhérente au mode de production capitaliste. C'est pour conjurer cette crise, repousser les échéances que le capitalisme a eu recours pendant des décennies au crédit – crédit aux Etats, aux capitalistes, aux travailleurs eux-mêmes. C'est grâce au crédit que les grandes banques – par des procédés relevant le plus souvent du gangstérisme – ont accumulé des profits fabuleux que la spéculation semblait pouvoir miraculeusement multiplier à l'infini. Mais c'est aujourd'hui l'incapacité des Etats comme des particuliers à rembourser qui précipite la crise bancaire, et au-delà, la crise du système capitaliste dans son ensemble. Les conséquences catastrophiques de la crise en cours ne peuvent donc être stoppées qu'en en finissant avec le système capitaliste lui-même, un système où la production est tout entière subordonnée au profit maximum de la bourgeoisie au détriment de la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Le programme de Hollande, dont le PS a fait son candidat, est entièrement subordonné aux exigences du capital financier

Les travailleurs, pour se débarrasser de Sarkozy, pour battre les candidats des partis bourgeois, ne peuvent que se tourner vers les candidats des partis issus du mouvement ouvrier, parmi lesquels Hollande, candidat présenté par le PS. Mais qu'en est-il du programme de ce dernier ? Il a mis au centre le « remboursement de la dette », capital et intérêts. Rappelons que le coût annuel des seuls intérêts équivaut au montant de la collecte de l'impôt sur le revenu ! Autrement dit, Hollande se prononce pour le remboursement rubis sur ongles aux banquiers d'une dette largement causée par les cadeaux sous toutes les formes – renflouement ou subventions directes, cadeaux fiscaux de toutes sortes, innombrables exonérations de cotisations sociales – aux capitalistes et aux banquiers eux-mêmes. A partir de là, le programme de Hollande ne peut être rien d'autre que la continuation des mêmes attaques contre le prolétariat. En proposant de « constitutionnaliser le dialogue social », il indique vouloir le faire avec une collaboration approfondie avec les directions syndicales – qui ont déjà montré avec Sarkozy-Fillon leurs dispositions à cet égard.

Il promet d'ailleurs de conserver une large partie de l'arsenal des mesures réactionnaires du gouvernement Sarkozy-Fillon parmi lesquelles la LRU, la législation

anti-grève, l'essentiel de la contre-réforme des retraites – sauf pour ceux qui ont travaillé dès 18 ans et sans interruption. Il promet « *une lutte implacable contre l'immigration clandestine* », indiquant par là que la chasse aux sans-papiers va continuer. Quant aux mesures par lesquelles il prétend se distinguer de Sarkozy, il faut y regarder de plus près. Par exemple, les 60 000 postes d'enseignants promis sur cinq ans seront obtenus par redéploiement dans la Fonction publique elle-même – c'est-à-dire par la suppression de postes dans d'autres secteurs de la Fonction publique –, si ce n'est par redéploiement dans l'Enseignement lui-même. Du reste, la direction du PS n'a-t-elle pas à de multiples occasions affirmé sa solidarité avec la politique des PS espagnols, portugais, grecs lesquels, à la tête des gouvernements de leurs pays, ont mené les plus violentes offensives anti-ouvrières ? En Grèce, le parti socialiste est dans le même gouvernement qu'un parti d'extrême droite fascisant sans que cela n'émeuve en quoi que ce soit les dirigeants du PS en France. On le voit, le capital financier – même si son candidat demeure Sarkozy – n'a rien à craindre du programme de Hollande qui lui donne au contraire toute garantie.

La reprise par Mélenchon de certaines revendications ouvrières : un couteau sans lame

Mais, dira-t-on, il existe aussi la candidature de Mélenchon, présentée par le Front de Gauche dont la composante principale est le PCF. Elle est présentée couramment comme une candidature de combat contre le capital financier. Sans aucun doute, nombre de travailleurs peuvent considérer avec sympathie le fait que Mélenchon

ait inscrit à son programme la retraite à taux plein à 60 ans, le SMIC à 1700 euros, la titularisation de tous les précaires de la Fonction publique, l'arrêt des suppressions de postes dans la Fonction publique, etc.

Mais comment de telles revendications peuvent-elles être satisfaites dans le cadre du capitalisme ? Car du point de

vue de l'économie capitaliste, la satisfaction de telles revendications aurait immédiatement pour effet, par le renchérissement des coûts de production, de mettre les entreprises capitalistes françaises hors d'état d'affronter la féroce concurrence mondiale. Ce dont on ne doit certes pas conclure qu'il faut renoncer à ces revendications, mais d'affirmer, au contraire de Mélenchon, que leur satisfaction suppose de s'en prendre réellement au capital, de s'engager résolument sur la voie de son expropriation pour aller vers le socialisme.

Or il n'est point question de cela dans le programme de Mélenchon. Il n'y est même pas question de dénoncer la dette, dont il propose au contraire qu'elle soit remboursée grâce à des prêts... de la BCE directement aux Etats à taux faibles ou nuls. Mais qui peut croire que la BCE, institution fondée par et pour le capital financier, va se métamorphoser en institution au service des peuples ?

En réalité, aucune des revendications ouvrières énoncées par Mélenchon ne peut être satisfaite sans nationaliser les banques et tout le système du crédit. Or, de cela, il n'est nullement question dans le programme de Mélenchon qui propose un « pôle bancaire public » avec différents organismes bancaires (CDC, La Poste, etc.)... « dans le respect de leur statut » – c'est-à-dire d'organismes visant à faire du profit !

Non seulement, il n'est nullement question de s'en prendre aux capitalistes, mais Mélenchon n'hésite pas à se présenter comme le meilleur défenseur de « notre » industrie, à se féliciter par exemple du projet d'achat par l'Inde des *Rafale* de Dassault. Il propose la modulation des cotisations patronales selon la « politique de l'emploi » de l'entreprise, accepte donc la diminution des cotisations sociales, c'est-à-dire celle du salaire dans certaines entreprises. Quant aux travailleurs licenciés par suite de la fermeture de leur entreprise, il leur propose... de racheter l'entreprise et de créer une coopérative ouvrière. Mais dans le cadre de la concurrence capitaliste, la « coopérative ouvrière » n'a jamais abouti à rien d'autre qu'à la décision prise par les ouvriers eux-mêmes de réduire leur salaire, de licencier une partie d'entre eux pour obéir à l'impératif de compétitivité.

Il faut ajouter : Mélenchon n'a jamais manqué une occasion de s'aligner sur la politique des appareils syndicaux dont l'orientation a pavé le chemin des contre-réformes de Sarkozy.

Pour toutes ces raisons, le programme de Mélenchon est une pure et simple mystification qui ne diffère pas fondamentalement de celui de Hollande.

Quelques éléments de ce que serait le programme d'un candidat révolutionnaire

Notre Groupe est bien loin d'avoir les forces de présenter un candidat à ces élections. Si c'était le cas, il n'hésiterait pas à se saisir de la tribune que représentent ces élections pour développer à grande échelle ses propositions de défense du prolétariat et de la jeunesse.

- Dénonciation immédiate de la dette dans son intégralité.
- Rupture avec l'Union européenne et dénonciation de tous ses traités successifs, en particulier du dernier en date : le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union européenne ».
- Abrogation de toutes les contre-réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon.
- Contre le chômage, échelle mobile des heures de travail (c'est-à-dire partage du travail entre toutes les mains disponibles) sans diminution de salaire.
- Contre la vie chère, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires (c'est-à-dire augmentation automatique des salaires selon la hausse des prix, appréciée par les organisations ouvrières).
- Défense de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé, paiement immédiat des dettes patronales et de l'Etat, arrêt des exonérations de toutes sortes qui grèvent son budget.
- Droit à la Santé, nationalisation sous contrôle des travailleurs du système de santé et des trusts pharmaceutiques.
- Droit à l'Instruction, aux études. Créations de postes nécessaires. Une seule école : l'école publique. Séparation effective de l'Eglise et de l'Etat. Aucun financement sous quelque forme que ce soit des cultes.

Il se prononcerait pour la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, s'engageant sur la voie révolutionnaire de l'expropriation du capital et en particulier :

- La nationalisation immédiate des banques sans indemnité ni rachat. Contrôle ouvrier sur les comptes bancaires et les mouvements de capitaux.
- La nationalisation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises capitalistes de production et d'échange permettant d'établir un véritable plan de production en fonction des besoins des larges masses.

De telles tâches ne peuvent être réalisées en laissant intacts l'appareil de l'Etat bourgeois et ses corps de répression. Le gouvernement ouvrier s'engagerait résolument sur la voie de leur démantèlement.

A ce titre, il inviterait les travailleurs à exiger des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier, en premier lieu des syndicats, qu'ils rompent le « dialogue social » avec la bourgeoisie et à réaliser le Front Unique, en particulier sur les objectifs suivants :

Ajoutons que la réalisation d'un tel programme ne peut s'accomplir dans un pays isolé. Elle pose immédiatement au-delà de la France le combat pour en finir avec l'Union européenne et pour les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Quel vote émettre ?

Mais, répétons-le. Aucun candidat ne se présente sur de tels objectifs, pas même les candidats dits « d'extrême gauche » (LO et NPA).

Dans ces conditions, les travailleurs n'ont d'autre choix que de voter, au premier tour, pour défaire les candidats des partis bourgeois, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier. Ceux-ci sont au nombre de deux : Hollande, présenté par le PS ; et Mélenchon, présenté par le Front de Gauche, conglomérat qui, outre le PCF, comprend le « Parti de Gauche », scission du PS, et la « Gauche Unitaire », scission de l'ex-LCR. A ces deux candidatures, on peut ajouter celle de LO et celle du NPA. On ne peut pas, par contre, y ajouter la candidate d'« Europe Ecologie Les Verts », candidate d'un mouvement étranger au mouvement ouvrier.

Au second tour, ils devront voter pour le candidat du parti du mouvement ouvrier resté en lice, s'il en demeure un.

Peut-être qu'à cet appel à voter on objectera : comment pouvez-vous appeler pour des candidats dont vous dénoncez le programme comme programme de défense du capital ? N'y a-t-il pas contradiction ?

A vrai dire, cette « contradiction » n'est pas celle de notre Groupe. Elle est celle avec laquelle doivent faire des millions de travailleurs de ce pays. Ils veulent en finir avec Sarkozy, écarter Le Pen et Bayrou. Et pour cela, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, ils n'ont d'autre choix que de se saisir sur le terrain de ces élections du bulletin de vote Hollande et Mélenchon quels que soient leurs doutes, voire leurs désaccords avec leur programme. Car ils savent ce qu'aurait d'accablant une victoire de Sarkozy auquel s'ouvrirait un boulevard pour poursuivre à coups redoublés contre le prolétariat. A l'inverse, sa défaite, la défaite du candidat de toute la réaction en Europe de Merkel à Cameron, serait une défaite de la bourgeoisie, créant d'autres conditions, plus favorables pour combattre les plans de cette dernière, quel que soit gouvernement qui tenterait de les mettre en œuvre. Tel est le sens de la prise de position du Groupe regroupé autour du bulletin « *Combattre Pour le Socialisme* » : une position inséparable du combat pour la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire, et à l'échelle internationale, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Le 10 mars 2012



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, rue Gutenberg - 93100 Montreuil

Notes éditoriales

Crise du capitalisme : le pire est à venir

Lorsque les lecteurs de CPS prendront connaissance de ce numéro de notre bulletin, le premier tour des présidentielles viendra d'avoir lieu.

Ces élections se déroulent dans un contexte radicalement différent de celui des précédentes en 2007. Depuis, la crise du capitalisme, la plus grave depuis 1930, a déployé ses effets dévastateurs en particulier dans les métropoles impérialistes, aux Etats-Unis et en Europe : développement vertigineux du chômage, en particulier dans la jeunesse, réduction brutale des salaires, attaques violentes contre les retraites et les droits en matière de santé et d'éducation, contre le code du travail, expulsions par centaines de milliers de travailleurs de leurs logements.

Et pourtant à intervalles réguliers, les représentants du gouvernement Sarkozy se sont régulièrement fendus de communiqués annonçant la sortie de crise. Ils ont été régulièrement contredits par les représentants de l'impérialisme allemand, largement plus lucides. Dans le bêtisier de l'Histoire, Valérie Pécresse pourra sans doute postuler à une place de choix qui déclare sans rire dans *Le Monde* du 31 mars :

«... la croissance revient. Le spectre de la récession s'éloigne et toute une série d'indicateurs sont des indicateurs de reprise, comme l'amélioration du moral des ménages, des industriels ou du climat des affaires. Nous avons sauvé la zone euro, ce qui est à mettre à l'actif du président de la République, et ce sauvetage ramène la confiance des investisseurs et des entreprises.... Tous les pays de la zone euro sont ainsi rentrés dans un cercle vertueux et de rééquilibrage de leurs finances publiques et de dynamisation de la croissance.»

La flagornerie le dispute à la stupidité. Pendant que Pécresse pérore pour complaire à son maître Sarkozy, s'accumulent tous les explosifs d'une nouvelle conflagration de la crise. La baisse des taux des obligations – baisse du reste bien inégale selon les pays - n'avait été obtenue que par la somme colossale de prêts de la BCE aux banques à un taux quasiment nul. Mais voilà qu'en Espagne, ils repartent brutalement à la hausse, au point que celle-ci n'a pu trouver acheteur pour la dernière émission de ses obligations.

Les prêts de la BCE manifestent que les banques vivent sous perfusion. La restructuration de la dette grecque n'est pas sans conséquence pour le bilan des banques en particulier françaises : de l'ordre de 24 milliards pour le seul Crédit Agricole par exemple. La dite restructuration n'empêche pas que d'ores et déjà on annonce l'inéluctabilité d'un nouveau plan en Grèce. Mais c'est maintenant vers l'Espagne que les regards se braquent.

Le nouveau projet de traité européen présenté par Merkel – contresigné par Sarkozy – vient d'être mis sur les rails. Posant comme principe l'« équilibre budgétaire » et la réduction des déficits partout à 3 % en 2013, il constituait la feuille de route commune à tous les gouvernements

bourgeois en Europe pour que chacun impose à son propre prolétariat les plans d'austérité visant à lui faire payer la crise. Mais à peine son principe était-il adopté, et avant même qu'il soit ratifié, Rajoy indiquait que l'Espagne n'y arriverait pas malgré les attaques les plus barbares contre le prolétariat d'Espagne (voir plus loin). L'UE a fini par transiger sur un déficit à 5,3 %. Mais tout le monde sait qu'y compris cet objectif est inaccessible. Banques dont les bilans sont grevés de créances irrécouvrables, régions en faillite, secteur du bâtiment à l'arrêt, chômage touchant un quart de la population active et la moitié de la jeunesse : tel est le tableau de l'Espagne.

Certes, toutes les situations ne sont pas identiques. Mais même au Nord de l'Europe la situation n'est guère florissante. Les Pays-Bas n'arriveront pas non plus aux 3 % prévus en 2013. La Belgique est sommée d'adopter un nouveau plan d'austérité, passant à la trappe l'indexation des salaires sur les prix. Quant à la Grande-Bretagne, son gouvernement – qui vient de décider d'alléger les impôts des plus riches – s'oriente vers l'émission d'obligations... à cent ans, voire à perpétuité. Le capital financier créancier de l'Etat à perpétuité : quel meilleur concentré de la situation ? L'Allemagne elle-même ne peut jouer les parangons de vertu qu'en se livrant à des camouflages sur le bilan réel de son endettement (en faisant passer hors bilan des dettes réelles) dignes... d'un gouvernement grec ! C'est ce que Valérie Pécresse appelle sans doute « un cercle vertueux et de rééquilibrage des finances publiques ».

Et si la situation de la dette est si inextricable, c'est parce que derrière la dette, il y a la récession, et derrière la récession, la crise de surproduction. La surcapacité de production automobile est estimée à 21 % en Europe. Mais ce n'est qu'un exemple : logement, textile et habillement, et même alimentation : dans tous les secteurs la demande faiblit en relation avec la baisse du pouvoir d'achat des masses.

Faut-il le dire ? La situation du capitalisme français est à l'image de ce qui se passe en Europe, y ajoutant même quelques handicaps supplémentaires. Les ventes de Renault et PSA se sont littéralement effondrées au premier trimestre 2012, à l'inverse de la situation relativement florissante de l'industrie automobile allemande. La dette continue à augmenter et s'approche des 90 % du PIB. Les caisses de la Sécurité sociale, méthodiquement vidées par les exonérations des cotisations patronales à jet continu, mettent à l'ordre du jour de nouvelles attaques contre les droits en matière de santé, plus brutales encore après les élections.

Une chose ne fait aucun doute : ce qu'exigera la bourgeoisie française au lendemain des élections, c'est une nouvelle vague d'offensives plus meurtrières encore contre les conditions d'existence des masses. La batterie de mesures que vient de prendre de l'autre côté des Pyrénées le gouvernement Rajoy en donne une idée.

Espagne, Italie : ce qui est en cause à travers la « réforme du marché du travail »

On lira dans ce numéro de CPS l'article consacrée à la situation en Espagne. Mais remarquons déjà que la « réforme du marché du travail » adopté en février par le gouvernement Rajoy constitue un saut qualitatif dans le retour à des conditions d'exploitation du prolétariat telles qu'elles prévalaient il y a plus d'un siècle. Car non seulement, elle réduit encore les droits en matière d'indemnités des chômeurs ; non seulement elle accorde au patron la possibilité de licencier à sa guise, mais encore elle lui offre celle de réduire les salaires à son gré sous la simple condition de la réduction du chiffre d'affaires deux trimestres consécutifs. C'est en réalité la négation même du contrat de travail qui supposait un engagement du patron en matière de salaires, de conditions de travail, etc. *Le Monde* du 29 mars indique qu'en vertu de la réforme, des dizaines de milliers de travailleurs se sont d'ores et déjà vus appliquer des diminutions de salaire de plusieurs centaines d'euros par mois ; et des dizaines de milliers d'autres se sont vus licenciés ou dans la perspective immédiate de l'être. Réduire le prolétariat à une masse informe et sans droits collectifs, soumise à une exploitation sans frein ; voilà ce qu'exige en Espagne la perpétuation du mode de production capitaliste. Et pas seulement en Espagne. C'est également ce qui est en jeu avec la suppression de l'article 18 du code du travail en Italie mis à l'ordre du jour par le gouvernement

Monti, article qui fait obstacle aux licenciements « *sans motif légitime* ». C'est sur la suppression de cet article qu'avait buté le premier gouvernement Berlusconi il y a de cela dix ans. Mais là où Berlusconi avait échoué, Monti entend réussir, appuyé non seulement sur la collaboration des partis bourgeois de « droite » (PDL de Berlusconi) comme de « gauche » (PD), mais surtout sur la politique des appareils syndicaux (voir plus bas).

La liquidation de toutes les garanties collectives s'accompagne partout du développement endémique de l'« économie souterraine » en Grèce, en Italie, en Espagne. Des millions de travailleurs sont contraints de survivre avec le travail « au noir », dépourvus de tout droit, sans aucune protection sociale ni droit à la retraite. C'est le dernier degré atteint à ce jour de la déchéance sociale du prolétariat.

Ainsi sous nos yeux en Europe, en quelques années, le sort des millions de prolétaires s'est brutalement dégradé : des enfants de Naples, arrachés à l'école dès 12 ans pour travailler clandestinement à 50 centimes d'euro de l'heure, aux 15 millions de retraités britanniques devant vivre avec des pensions de 500 euros par mois (voir *Le Monde* du 7 février) ; se généralisent des situations que ne connaissaient jusqu'alors que les masses des pays dominés par l'impérialisme.

Le prolétariat désarmé par ses propres directions

Rien ne correspond moins à la réalité que l'idée selon laquelle les travailleurs accepteraient sans réagir la situation qui leur est faite. A nouveau, des centaines de milliers de manifestants ont déferlé à Madrid, Barcelone, Valence. Mais non seulement les dirigeants syndicaux les ont appelés à manifester et à faire grève plusieurs semaines après que le gouvernement Rajoy a fait adopter sa contre-réforme scélérate, mais encore ces mêmes dirigeants ne demandent rien d'autre que le « dialogue » sur la dite contre-réforme. La situation ne diffère guère en Italie, où les dirigeants syndicaux, y compris ceux de la CGIL (qui occupe en Italie la place occupée par la CGT en France), ont accepté de « négocier » pendant des mois et fixent à « la lutte » l'objectif « *d'accompagner la discussion parlementaire* » (Camusso, secrétaire générale de la CGIL).

Il faut ajouter : l'offensive des gouvernements des partis bourgeois (puisque désormais dans tous les grands pays d'Europe les partis sociaux-démocrates ont été écartés du pouvoir à la suite de débâcles électorales) bénéficient du soutien quasi ouvert des dirigeants de ces partis sociaux-démocrates. Le PSOE demande « la modification » de la loi Rajoy – et non son abrogation. Le Labour Party

soutient sans vergogne les décisions budgétaires de Cameron. Quant aux dirigeants du SPD en Allemagne, ils se font fort d'être en quelque sorte plus « merkeliens » que Merkel elle-même, comme l'explique son principal dirigeant Gabriel : « *Mme Merkel refuse toujours dans un premier temps ce que nous proposons avant de faire un pas dans cette direction. Et cela se répète depuis trois mois. Il est difficile de ne pas approuver des décisions qui s'inspirent de nos propositions.... Devons nous refuser un plan parce qu'il vient trop tard et est trop limité.... Le SPD refuse toujours les positions populistes et prend ses responsabilités* ».

Ce dont manque le prolétariat à travers l'Europe, ce n'est pas de la volonté de combattre. Travailleurs et jeunes ont répondu à de nombreuses reprises par centaines de milliers aux appels à manifester et à faire grève. Ce qui fait défaut, ce sont les outils politiques qui lui permettraient de combattre victorieusement l'offensive de la classe ennemie. Ce qui lui fait défaut, c'est un véritable parti révolutionnaire lui permettant de surmonter les obstacles dressés contre sa mobilisation par les appareils dirigeants prenant en charge, via le « dialogue social », toute cette offensive.

Les objectifs de la bourgeoisie française pour l'après-présidentielle

Répetons-le : la situation de la bourgeoisie française exige que soit mise à l'ordre du jour une nouvelle vague d'attaques anti-ouvrières dès le lendemain des élections. Cela commence par des plans de licenciements par milliers programmés dans de nombreux secteurs, d'abord celui de l'automobile.

A l'ordre du jour aussi, de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale. *Le Monde* du 23 mars cite le cabinet conseil Jalma qui indique les mesures à prendre pour faire face au « déficit » estimé à 150 milliards d'euros. On sait que ce déficit a pour cause les innombrables exonérations patronales, les dettes d'Etat impayées, mais aussi les

licenciements massifs qui font disparaître dans le même rapport les cotisations. Jalma indique les pistes de la contre-réforme à venir. *Le Monde*, qui pourtant n'est pas ordinairement épouvanté par les mesures anti-ouvrières, dit lui-même qu'elles « *font froid dans le dos* » : limitation des entrées dans le régime ALD (affection longue durée qui donne droit à un remboursement à 100 %), suppression de la prise en charge des indemnités journalières (en clair suppression du congé maladie), « *meilleure répartition des tâches entre médecins et professions paramédicales* » (autrement dit, faire faire à des infirmières des actes réservés jusqu'alors aux médecins par exemple).

Attaques encore contre les retraites : le MEDEF (et la CFDT) demande la mise en place d'une nouvelle réforme dite « systémique » des retraites qui, en fait, sonnerait le glas de toute définition légale de l'âge de la retraite, le montant des retraites dépendant des « points » accumulés au cours de la carrière, la valeur du point étant elle-même modulable selon la situation démographique, économique, etc. C'est la fin en réalité de tout droit à la retraite, dont le montant serait non seulement totalement individualisé,

mais encore dépendant de la santé de l'économie capitaliste.

Attaques également contre le code du travail. C'est l'aboutissement attendu de la négociation « entre partenaires sociaux » sur les « accords compétitivité-emploi », négociation qui se continue entre MEDEF et appareils syndicaux dans la plus grande discrétion mais dont le cadre a été fixé par Sarkozy : moduler les salaires, les horaires de travail selon le carnet de commandes de l'entreprise : une réforme Rajoy à la française en quelque sorte.

Attaques contre l'enseignement et contre le droit aux études. Car la bourgeoisie n'a pas terminé le travail du point de vue de ses propres objectifs avec la LRU, d'où la sortie opportune, à la fois d'un rapport (rapport Buchuillat-Fort) sur le bac, qui deviendrait un examen maison passé en contrôle continu, et d'une campagne complémentaire sur la remise en cause du baccalauréat comme premier grade universitaire. Ainsi, chaque université pourrait recruter sur ses propres critères, l'« autonomie » étant ainsi parachevée.

Les élections présidentielles : un enjeu de la lutte des classes

Or il se trouve que les conditions politiques dans lesquelles la bourgeoisie devra tenter d'atteindre ses objectifs ne sont pas les mêmes selon les résultats des élections.

Chacun a pu constater qu'ont pris la peine de soutenir le candidat Sarkozy au-delà même des frontières nationales Merkel, Cameron, et quelques autres de moindre importance. Chacun a pu constater le camouflet infligé à Hollande et à ses représentants à peu près partout dans le monde par les gouvernants. De la Pologne à la Chine en passant par l'Allemagne, partout ils ont trouvé porte close quand ils ont voulu être reçus. La raison n'en est évidemment pas dans le programme de Hollande. Merkel, Cameron, Rajoy savent que les intérêts du capital financier

ne sont pas une seule seconde mis en cause par le dit programme. Et du reste, Hollande, à Londres, n'a pas manqué l'opportunité de rappeler qu'il était le plus fidèle défenseur de leurs intérêts.

La raison en est que la défaite de Sarkozy, la victoire du candidat d'un parti issu du mouvement ouvrier, si dégénéré que soit ce parti, créerait une autre situation politique moins défavorable pour le prolétariat pour combattre. A l'inverse – et c'est d'ailleurs ce que montre la situation en Espagne – un nouveau succès de Sarkozy donnerait une puissante impulsion à l'offensive anti-ouvrière, bénéficiant ainsi de l'onction du suffrage universel.

Sarkozy : tentative de retour aux sources du bonapartisme

La déclaration de notre Groupe sur les présidentielles qu'on peut lire par ailleurs dans ce *CPS* indique assez bien sur quel terrain se mène la campagne de Sarkozy : celui de la plus noire réaction. Ce n'est nullement un hasard si la question de l'immigration - ou plutôt si la désignation des immigrés comme responsables de tous les maux qui sont en réalité ceux du capitalisme – y occupe une place centrale, cette campagne ayant reçu l'appui providentiel des assassinats de Toulouse et Montauban.

Mais une chose mérite d'être encore soulignée, c'est la désignation des « corps intermédiaires » - ainsi sont désignés dans le langage même de la V^e république les syndicats – comme l'obstacle principal à la « réforme » à cause de leur « immobilisme ».

On pourrait d'abord faire remarquer ce que cette accusation peut avoir d'injuste. Sarkozy est bien ingrat à l'égard des dirigeants syndicaux ! Car ils n'ont pas constitué un obstacle aux contre-réformes, mais au contraire une aide précieuse. Rappelons-nous la « réforme » des régimes spéciaux et de la proposition de Thibault lui-même de négocier secteur par secteur, piétinant l'exigence des cheminots et travailleurs de la

RATP de défense des régimes spéciaux. Rappelons-nous la réforme du régime général, où le même Thibault expliquait dans une note interne pourquoi il fallait rejeter le mot d'ordre de « retrait de la réforme » au nom des « avancées » obtenues par la « négociation ». Rappelons-nous la réforme de la « représentativité syndicale », où le gouvernement n'a rien eu à faire que de retranscrire sous forme législative l'accord des « partenaires sociaux ». Du reste – et *CPS* en a fait plusieurs fois fait état –, Sarkozy n'a pas été dans le passé avare de compliments envers les directions syndicales qui lui ont permis de faire carton plein sur l'ensemble de ses contre-projets sans avoir une seule fois à reculer.

Mais si Sarkozy s'est appuyé – et s'appuiera à nouveau s'il parvient à se faire réélire sans aucun doute – sur les directions syndicales, il n'en reste pas moins que l'objectif final de la V^e République, c'est le corporatisme, c'est-à-dire la liquidation des organisations syndicales en tant que telles, leur intégration comme rouages de l'appareil d'Etat lui-même. C'est l'association capital-travail sur le terrain de la défense par-dessus les intérêts de classe antagoniques de l'« entreprise ». C'est cela qu'entend Sarkozy lorsqu'il

fait l'apologie de « syndicats qui ne font pas de politique ». C'est ce qu'explique Guaino lorsqu'il réfère lui-même les attaques de Sarkozy à un retour aux sources de la V^e République.

« Les élites et les corps intermédiaires sont nécessaires, mais ils ont des devoirs. Quand ils les oublient pour se consacrer à la défense de leur propre pouvoir, ça ne va plus. C'est toute l'histoire de la France et de la république : la lutte de l'Etat et du peuple contre les féodalités.

Quand les syndicats de l'éducation nationale font tout pour torpiller les internats d'excellence (là encore, quelle injuste accusation, ndlr !), je trouve légitime de bousculer les corps intermédiaires. Quand les partis instaurent le régime des partis, il faut les remettre à leur place. ».

L'épisode de la visite de Sarkozy à la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux est instructif. Le candidat Sarkozy est en campagne. Il convoque les syndicats pour une réunion rassemblant patrons et syndicats autour du bonaparte sur le terrain commun de la défense de « notre » filière nucléaire. A juste titre, la section CGT refuse de s'y rendre et reçoit une volée de bois vert. Même réaction de

Sauvadet, ministre de la Fonction publique qui affirme « sa ferme intention de ne pas laisser les fonctionnaires devenir otages des organisations syndicales » suite à un refus des organisations syndicales de siéger dans une instance de concertation.

Guerre aux travailleurs immigrés et aux chômeurs, guerre aux garanties collectives des travailleurs (« *Moi, je parle de travail ; eux vous parlent de statut* » - discours de Sarkozy à Marseille), guerre au droit de la classe ouvrière à s'organiser en syndicats. On voit sur quel terrain Sarkozy entend rassembler sa classe.

Il faut pourtant le dire : la force de Sarkozy ne lui vient pas de sa propre campagne. Il est profondément haï par le prolétariat et la jeunesse. Chaque jour révèle ses nouvelles turpitudes en même temps que la putréfaction de la V^e République et de ses mœurs : des rétro-commissions de Karachi en 1995, à ses visites lucratives aux Bettencourt en 2007 au moment même où ceux-ci faisaient d'énormes retraits d'argent liquide.

La force de Sarkozy, en réalité, lui est donnée par ses adversaires, en premier lieu par Hollande, sa campagne et son programme.

Affaire Merah : l'union nationale pour le plus grand bénéfice de Sarkozy

La déclaration du Groupe indique sur quel terrain Hollande mène campagne : celui de meilleur défenseur du capital financier dont son « staff » vient de rencontrer les représentants, les patrons des grandes banques françaises pour les rassurer – s'ils en avaient besoin.

Ils peuvent être aussi rassurés par les gages donnés par les dirigeants du PS dans les collectivités locales qu'ils dirigent. Ainsi Bartolone, président PS du Conseil général de Seine-Saint-Denis, se poste à l'avant-garde de la privatisation des collèges à travers la mise en œuvre des partenariats public-privé pour la rénovation et la maintenance des collèges. Et surtout, le maire de Lyon, Colomb, soutenu en cela, il faut le noter, par le « *groupe communiste et citoyen* » du grand Lyon, se comporte en patron de combat face aux éboueurs de Lyon confrontés à un plan de privatisation de la collecte des ordures ménagères. Les providentiels assassinats de Montauban et Toulouse – providentiels pour Sarkozy – ont constitué un nouveau révélateur. Hollande, aux côtés de Marine Le Pen (sans parler de Bayrou, mais aussi Joly, se débarrassant pour l'occasion de son déguisement anti-militariste), s'est mis au garde à vous derrière Sarkozy pour saluer la

mémoire des parachutistes. L'occasion était rêvée pour Sarkozy et son ministre Guéant d'engager une vaste campagne contre « l'islam radical » avec arrestations à grand spectacle, et déferlement de haine anti-arabe. Mais bien sûr derrière la prétendue lutte contre « l'islam radical », il y a le combat contre les libertés démocratiques lorsque Sarkozy annonce l'expulsion de tous les immigrés qui tiennent des propos « *contre les valeurs de la République* ». Et ce n'est pas une coïncidence si, dans le même temps, le procureur de Bobigny requiert des peines de prison fermes contre les militants d'EuroPalestine qui combattent contre l'oppression sioniste de l'Etat d'Israël.

Hollande, quant à lui, quelques jours après l'attentat de Toulouse, se fendait à Aurillac d'un bruyant hommage à « la police nationale » dont chacun peut se demander pourquoi elle devait liquider Merah. Avait-on à craindre de ce qu'il aurait dit ?

Mais il faut dire qu'à l'exception notable de la candidate de Lutte Ouvrière, tous les candidats ont embouché les trompettes de l'Union Nationale ; y compris Mélenchon qui, avec des tremolos dans la voix, a indiqué que « *la patrie républicaine saurait faire face* ».

Le succès de la campagne Mélenchon : la recherche confuse de l'affrontement avec le capital conduite dans l'impasse d'un patriotisme bourgeois et réactionnaire

La « *défense de la patrie* », toutes classes confondues, est d'ailleurs le trait dominant de la campagne de Mélenchon. Nous consacrons un article dans ce numéro à une analyse de cette campagne dans laquelle il bénéficie de l'encadrement politique du PCF et d'une bonne partie des cadres de la CGT et de la FSU. Cela étant, le succès indéniable de cette campagne doit être expliqué. Il est incontestable qu'elle draine nombre de travailleurs et jeunes qui, d'une part, veulent se débarrasser de Sarkozy, mais qui, d'autre part, sont révoltés tant par la politique de Hollande que par celle plus généralement des partis socialistes dans toute l'Europe, et qui cherchent la voie du

combat contre le capital. Cette recherche est conduite dans une impasse totale par Mélenchon, la direction du PCF et l'aréopage de bureaucrates syndicaux qui font sa campagne. Le fait même que nombre de travailleurs et jeunes puissent être ainsi abusés alors qu'en réalité Mélenchon ne propose pas de faire le moindre pas dans la direction d'un combat réel pour exproprier le capital, témoigne du désarroi politique du prolétariat. Cela indique la longueur du chemin à parcourir pour que les éléments les plus avancés de celui-ci puissent à nouveau faire chemin vers le programme révolutionnaire, chemin qui pourtant devra nécessairement être parcouru.

Les appareils syndicaux : préserver l'avenir du « dialogue social » y compris en cas de réélection de Sarkozy...

Quant aux directions syndicales, les médias font grand bruit de la position de la direction de la CGT et de la FSU contre la réélection de Sarkozy. Il faut y regarder de plus près. Certes, dans des termes voisins, dirigeants CGT et FSU indiquent que la réélection de Sarkozy conduirait à de nouvelles attaques contre les travailleurs. Ils ne peuvent ignorer la profonde aspiration qui existe dans le prolétariat à se débarrasser de l'UMP et de son chef, et doivent introduire une « modulation » par rapport au discours de stricte « neutralité » de 2007. Seule la direction de FO s'aligne strictement sur l'exigence d'« apolitisme » formulée par Sarkozy lui-même à l'adresse des directions syndicales. L'appareil FO se paie même le luxe (ou le grotesque) d'indiquer qu'elle... appellerait à voter Non au nouveau traité européen s'il était soumis à référendum. Mais au nom de cette prise de position imaginaire sur une échéance électorale qui n'existe pas, FO annonce que, sous prétexte d'« indépendance syndicale », il n'a aucune position sur l'échéance réelle des présidentielles. Il ne s'agit évidemment pas de l'« indépendance syndicale » car l'indépendance syndicale réelle – par rapport au patronat et à l'Etat – commanderait de prendre position à l'inverse pour que le candidat du capital financier qui bénéficie du soutien on ne peut plus explicite du MEDEF soit battu. Il s'agit pour l'appareil FO de se positionner comme interlocuteur favori du gouvernement qui sortira des élections, y compris en cas de réélection de Sarkozy.

Mais revenons à la position de la CGT et de la FSU. En même temps que la direction de la FSU et de ses syndicats nationaux indique que la réélection de Sarkozy conduirait à de nouvelles attaques, la voilà qui se lance dans une vaste « interpellation » des candidats – Sarkozy compris – sur leur programme. Il faut d'ailleurs le noter : l'« interpellation » des candidats ne se fait même pas sur les revendications des enseignants mais tout entière sur le terrain des contre-réformes nécessaires. Ainsi, la direction du SNES interroge les candidats sur leur conception de l'autonomie des établissements ; or c'est par le biais de l'autonomie des établissements que se mène l'offensive contre les programmes, horaires et diplômes nationaux. Elle interroge les candidats sur les modifications qu'ils

proposent au statut des enseignants, quand Sarkozy a mis au cœur de son programme la liquidation des décrets de 50 qui le garantit dans le secondaire. En réalité la direction de la FSU entend bien préserver l'avenir du « dialogue social » sur la mise en œuvre des contre-réformes quel que soit le résultat des élections, y compris en cas de victoire de Sarkozy.

Il n'en va pas autrement de la direction de la CGT. « *Nous n'avons pas de candidat* » déclare Thibault qui précise (*Le Monde* du 3 avril) : « *Si Sarkozy est réélu, nous ferons avec* ». Ce qui ne l'empêche pas de se féliciter de la position de Hollande sur les retraites, laquelle, rappelons-le, entérine l'essentiel de la contre-réforme de 2010.

Ainsi, les appareils syndicaux doivent faire quelques concessions de forme à la haine anti-Sarkozy si forte parmi les travailleurs ; mais il y a une ligne jaune qu'ils entendent bien ne pas franchir : l'appel clair et net à battre Sarkozy, Le Pen, Bayrou et tous les candidats de la bourgeoisie en appelant à voter, sans prendre en charge leurs programmes, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier. C'est ce dont témoigne leur opposition résolue aux motions dans ce sens présentées dans les syndicats par les militants trotskystes, voire leurs manœuvres pour éviter qu'elles ne soient présentées. On verra cependant que dans plusieurs instances, ces motions ont recueilli un certain succès, et même qu'indépendamment de l'activité des trotskystes, l'aspiration à une telle prise de position se fait jour. Citons par exemple la déclaration de Wladimir SUSANJ, secrétaire général de la CGT Archives, lors de l'AG intersyndicale de la Culture le 29 mars contre le projet sarkozyste d'une maison de l'histoire de France sur le site des archives dans le quartier du Marais :

« Il faut battre Sarkozy dans quatre semaines, il faut le balayer ! Il faut le balayer car il est une menace contre tous les salariés et leurs familles, il est fauteur de chômage, de misère, de bas salaires et de liquidation de nos retraites. Et il est aussi l'ennemi public n°1 de la Culture, son projet de Maison de l'Histoire de France en est la preuve ! »

Jusqu'au bout, les directions syndicales accompagnent le gouvernement Sarkozy-Fillon

A vrai dire, la position des appareils syndicaux sur les élections est dans le droit fil de l'orientation qui est la leur depuis 5 ans de prise en charge des contre-réformes. Sarkozy a annoncé son intention de gouverner jusqu'au dernier jour. Les appareils, par le dialogue social, lui auront apporté leur soutien également jusqu'au dernier jour ! Leur soumission à l'injonction de Fillon de négocier les « accords compétitivité-emploi » en témoigne. De quoi s'agit-il ? Laissons parler la direction de la CGT elle-même :

« Aujourd'hui votre rémunération, votre durée de travail sont souvent fixées dans votre contrat de travail. L'employeur ne peut pas le modifier sans votre accord. Vous refusez la modification de votre contrat de travail. L'employeur ne peut pas vous licencier pour ce refus.

Demain, dès que l'entreprise prétendrait pressentir des problèmes économiques à venir, elle pourrait négocier un accord de baisse des rémunérations, de variations de la durée du travail ! Ces modifications vous seraient imposées par accord d'entreprise. Si vous les refusiez, vous seriez licenciés ! Votre motif de licenciement serait inattaquable devant un juge. »

La même direction de la CGT écrit même le 20 mars – alors qu'elle a participé à plusieurs séances de « négociation » : « *Nous sommes devant une négociation parfaitement déloyale. Les salariés et leurs délégués sont livrés purement et simplement au chantage patronal. La CGT ne peut accepter de telles conditions de négociation.* »

La CGT ne peut accepter... mais se rend à la négociation le 27 mars et à s'apprêter à y aller jusqu'au bout le 13 avril ! FO de même évidemment. Et la même direction d'«alerter les travailleurs par pétition». Mais les travailleurs ne peuvent être tenus responsables du fait que les dirigeants syndicaux ont participé jusqu'au bout à cette concertation – forfaiture !

Ce qui se passe dans l'enseignement avec le « projet évaluation » des enseignants, est également révélateur. On lira dans ce numéro de CPS l'intervention du représentant Front Unique au congrès national du SNES. Mais le fait majeur, c'est qu'après avoir refusé de discuter pendant des mois de ce projet, les directions de la FSU et du SNES ont

fini par capituler en rase campagne. En participant au Comité technique ministériel du 15 mars, et maintenant en allant jusqu'à demander que le projet de décret soit mis à l'ordre du jour du Conseil Supérieur de la Fonction Publique, toute leur politique conduit en fait à faciliter ce qui serait un véritable putsch du gouvernement Sarkozy Fillon : à savoir l'adoption quelques jours avant les élections d'un décret portant un coup de première importance au statut des enseignants.

Mais pour mieux apprécier la politique des dirigeants syndicaux, il est nécessaire de revenir sur ce qui s'est passé lors de la grève des éboueurs du Grand Lyon.

Un exemple significatif

Dans une situation marquée par un nombre limité de luttes de classe, on peut relever la grève de 18 jours (et même de 22 pour certains), déclenchée le 12 mars et suivie par les éboueurs et les conducteurs de la collecte des ordures ménagères du Grand Lyon. A l'origine, la réaction des travailleurs à la décision du Grand Lyon de redécouper en faveur du privé la collecte de ces ordures, une décision bien comprise comme une nouvelle étape de privatisation. Ce n'est pas seulement le maire PS, Gérard Collomb, qu'ils ont dû affronter, mais aussi la trahison manifeste des appareils syndicaux. En effet, le maire PS a eu le comportement classique d'un patron, embauchant des intérimaires et faisant appel aux tribunaux pour interdire les piquets de grève, puis se désistant du référé après avoir obtenu des bonzes syndicaux que les grévistes ne s'opposeraient pas aux briseurs de grève.

Mais voici que les travailleurs, qui, eux, n'ont rien promis, ont maintenu les piquets. Un des bonzes lâchait, honteusement, piteusement : « *Les dépôts de Gerland et de Villeurbanne sont complètement bloqués, mais ce n'est pas*

le fait de l'intersyndicale Cgt-Cftc-Cfdt-Fo-Fafpt-Unsa, qui avait donné des consignes de ne pas le faire. Mais on n'a pas été suivi par les agents » (M. Messaï, vice-président de la Fnact-Cftc du Grand Lyon).

Collomb engageait à nouveau la procédure judiciaire et le Tgi enjoignit aux grévistes de ne pas « entraver le travail ». Menaces, présence d'huissiers..., félicités par l'intersyndicale de « leur « bonne compréhension », les travailleurs ne pouvaient que s'incliner. Quelques jours de grève encore, et à la demande des syndicats, c'est la reprise. Pour *Rue89*, l'Unsa a résumé le sentiment de l'ensemble des organisations syndicales par cette formule : « *Ce n'est ni une victoire, ni une défaite. Même si on n'a pas obtenu le maintien de la régie pour Lyon et Villeurbanne, on a l'engagement de Collomb de revenir en régie en 2017* » (sic !). En attendant, l'intersyndicale a demandé « *aux élus communautaires et aux maires de prendre leurs responsabilités (...). Nous les appelons à voter contre le marché de privatisation, le 16 avril.* »

Pour la défaite de Sarkozy et des candidats de la bourgeoisie

En combattant pour la défaite des candidats de la bourgeoisie, de Sarkozy en premier lieu, pour la victoire électorale du candidat du parti issu du mouvement ouvrier resté en lice au second tour, les militants du Groupe pour la construction du POR et de l'IOR ne laissent place à aucune illusion. Même en cas de victoire, la politique que tenterait de mettre en œuvre un gouvernement d'alliance du PS, éventuellement du PCF, avec des représentants de la bourgeoisie, notamment Europe Ecologie Les Verts, serait une politique de soumission au capital financier. On ne peut même pas affirmer qu'elle serait « moins pire » que celle de Sarkozy car, à vrai dire, l'Espagne et le

Portugal hier, la Grèce, la Belgique aujourd'hui montrent assez qu'elle serait strictement conforme à ce qu'exigent banquiers et capitalistes. Elle aurait seulement pour effet que le prolétariat aborderait dans des conditions moins défavorables les échéances à venir sur le terrain de la lutte des classes directes, échéances inéluctables, sauf à supposer que le prolétariat et la jeunesse se laissent broyer sans réagir. C'est à travers ces échéances que pourront se dégager les matériaux pour la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. A ce moment-là, l'existence de notre Groupe, son influence, se révéleront d'une grande importance. C'est pourquoi nous appelons à le renforcer.

Le 6 avril 2012

Candidature Mélenchon :

La « révolution citoyenne » contre la révolution prolétarienne

Un écho incontestable

Jean-Luc Mélenchon est le candidat du Front de Gauche à la prochaine élection présidentielle. Ce front s'est constitué avant les Européennes de juin 2009 où il a obtenu nationalement 6,5 % des votes exprimés (Jean-Luc Mélenchon a été à cette occasion élu député européen dans la circonscription du Sud-Ouest). Il a à nouveau présenté des listes lors des élections régionales de mars 2010 où il a obtenu nationalement 6,95 % des votes exprimés.

Le Front de Gauche est principalement constitué par le Parti de Gauche (PG), dont la création a été lancée en novembre 2008 par le sénateur Mélenchon et le député PS du Nord Etienne Dolez, et par le PCF. Des débris politiquement décomposés se sont par la suite agrégés comme la Gauche Unitaire issue du NPA, les néo-staliniens du PCOF et différentes personnalités des Verts.

Il ne fait aucun doute, même si la question l'irrite et même s'il proteste en invoquant un « coup bas » des dirigeants du PS, que le candidat fait l'objet d'une grande bienveillance de la part de la presse et de l'ensemble des radios et des télévisions depuis le mois de janvier. Régulièrement, Mélenchon fait les unes des journaux, des « 20 heures » et c'est toujours dans des termes suscitant la sympathie et l'intérêt des lecteurs et des auditeurs (par exemple « La brise de la Bastille » selon *Le Journal du Dimanche* du 18/03/2012 !) d'autant plus que l'intéressé manie savamment l'impertinence pour capter l'audience. Il serait celui qui, selon Jean-Pierre Raffarin, parle « vrai » et qui représente la continuité de la « gauche » face à Hollande. Il est véritablement propulsé par les médias. Les consignes viennent d'en haut. *Le Parisien* du 18/03/2012 rapporte : « Depuis quelques jours, le président sortant multiplie les clin d'œil et les mots doux à l'égard du candidat du Front de Gauche (...) « C'est un homme de tempérament et qui a une forme de talent » (...) « C'est la révélation de la campagne » juge *l'Élysée*, qui l'oppose à un François Hollande

« indolore » (...) « Le faire monter, c'est affaiblir Hollande » dit-on à l'UMP (...) *Consigne a donc été passée : on ne tape pas sur Mélenchon !* »).

Les sondages créditent le candidat d'un score entre 13 et 15 %, devant Marine Le Pen et François Bayrou. Au-delà des sondages, dont il convient de rappeler qu'ils sont manipulés par des agences au service de la bourgeoisie, il faut souligner l'affluence à ses meetings. Plusieurs milliers de personnes ont été rassemblées chaque fois à Villeurbanne, Nantes, Montpellier, Limoges par exemple. La marche pour la « prise » de la Bastille organisée le 18 mars 2012 a été pour Jean-Luc Mélenchon un véritable succès politique : probablement près de 100 000 personnes ont répondu à l'appel alors que les organisateurs en annonçaient 30 000. Le meeting tenu à Lille le 28 mars 2012 a rassemblé 15 000 participants tandis que près de 60 000 personnes ont été réunies à Toulouse le 5 avril 2012. Certes, le succès de ces meetings et de ces manifestations a été rendu possible par le plein engagement de l'appareil du PCF, d'une partie de celui de la CGT et, dans une moindre mesure, de celui de la FSU. Par ailleurs, la candidature Mélenchon a siphonné la majeure partie de l'électorat du NPA, provoquant au sein de ce parti une énième crise cocasse du fait de l'appel de certains de ses membres fondateurs à voter Jean-Luc Mélenchon.

Toutefois il n'en reste pas moins que sa candidature rencontre un écho incontestable parmi les ouvriers, les jeunes et l'ensemble du prolétariat, bien au-delà des franges traditionnellement influencées par le PCF et l'« extrême gauche », en particulier parmi l'électorat traditionnel du PS. Nombre de travailleurs et de jeunes rejettent le programme de son candidat, François Hollande, programme de prise en charge des intérêts du capital centré sur la « réduction des déficits » et « le remboursement de la dette ». Il faut par conséquent y revenir.

Comment satisfaire les revendications ?

Il est vrai que le candidat Jean-Luc Mélenchon se fait porteur de certaines revendications concrètes et réelles qui correspondent à des besoins immédiats du prolétariat et de la jeunesse, lesquels sont de plus en plus étranglés par la crise du mode de production capitaliste. Sur ce plan, il se distingue du candidat du PS François Hollande et il attire ainsi l'attention des masses. On peut citer, par exemple : le salaire minimum à 1700 €, le remboursement à 100 % des dépenses de santé, la titularisation de tous les précaires de la fonction publique, l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et l'abrogation de la RGPP, le droit à la retraite à taux plein à 60 ans (sans toutefois s'étendre sur la question de la durée des années de cotisation), le retour systématique au CDI, l'abrogation de la LRU, l'abrogation de toutes les lois affectant les principes de la loi de 1905 sur la laïcité... en termes édulcorés puisqu'il ne s'agit en aucun cas de la nationalisation de l'enseignement privé, etc.

Ce programme de revendications est couronné d'un slogan « *Prenez le pouvoir !* », slogan qui attire probablement l'attention de centaines de milliers de travailleurs qui sont à la recherche d'une perspective politique. Slogan par ailleurs douteux dans sa formulation : la question politique centrale à laquelle sont confrontés le prolétariat et la jeunesse c'est en effet que ce sont les partis, voire les syndicats, qui la représentent qui refusent de prendre le pouvoir pour constituer un gouvernement issu du front unique des organisations ouvrières, sans représentant de parti et d'organisation bourgeoise et s'engageant dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Mais la question de fond reste « *Quel pouvoir ?* ». En effet, quel gouvernement serait-il à même de satisfaire ces revendications, certes minimales au regard des besoins immenses des masses, telles que proposées par le candidat Mélenchon ? Il ne fait aucun doute que pour arracher de telles

revendications, le prolétariat et la jeunesse devraient affronter les gouvernements en place au service de la bourgeoisie et le patronat. Plus que jamais, dans le contexte des développements de la crise du mode de production

capitaliste, la satisfaction de ces revendications ne pourrait être réalisée que par un gouvernement s'en prenant réellement au capital et s'engageant dans la voie de son expropriation pour aller vers le socialisme.

La « révolution citoyenne »

Le Front de Gauche milite pour une constituante qui proclamerait une VI^e république. C'est ainsi qu'il prétend ouvrir une perspective politique sur la question du pouvoir, sans toutefois s'étendre sur la nature des gouvernements qui en résulteraient. Dans chacun de ses meetings, Jean-Luc Mélenchon en appelle à la « *révolution citoyenne* ». Selon le programme du Front de Gauche, la question centrale aujourd'hui est : « *Le problème est politique (...) tout comme la noblesse de 1789 ne pouvait rompre avec l'ancien régime, le capitalisme financier est incapable de sortir d'un système qui le gave de privilèges. Pour résoudre la crise, il faut reprendre le pouvoir (...), il faut que soient élus des dirigeants indépendants de l'oligarchie financière, et que le peuple, à la faveur d'un sixième république exerce le pouvoir pour de bon. Il faut une révolution citoyenne* ». Il est à noter que dans le programme du Front de Gauche « *L'humain d'abord* » le terme « *socialisme* » n'est pas employé une seule fois. La référence politique essentielle de Mélenchon est celle de la révolution bourgeoise de 1789. Sur ce plan, et sur ce plan uniquement, on peut lui accorder de revendiquer à juste titre une filiation avec Jean Jaurès.

A la classe ouvrière et au prolétariat, Mélenchon substitue « *le peuple* ». Aux ouvriers et aux prolétaires, il substitue les « *citoyens* » sans distinction de classe. Sur ce terrain, il enfourche la phraséologie réactionnaire développée en

particulier par le PCF depuis plusieurs années. Dans ses discours, Mélenchon se fend en permanence de références vibrantes à la « République », à la « Nation », à la « France » et à la « Patrie ». Les envolées lyriques du candidat Mélenchon en référence à la Commune de Paris, à Jules Vallès ou encore Louise Michel ne sauraient abuser les militants révolutionnaires. Mélenchon prétend incarner le « *socialisme historique* ». La perspective politique qu'il défend, celle d'une constituante fondatrice d'une VI^e république, prône en définitive un retour à une « saine » démocratie bourgeoise parlementaire et gomme plus de 150 ans de l'histoire du mouvement ouvrier. Celle du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière par la prise du pouvoir qui s'étend historiquement de la fondation de la Ligue des Communistes (« *Les prolétaires n'ont pas de patrie* » proclamait le *Manifeste Communiste* en 1848) en passant par les première, deuxième, troisième et quatrième internationale. La « *révolution citoyenne* » participe du combat contre le programme de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire du combat contre un gouvernement ouvrier œuvrant à la mobilisation des masses pour le socialisme en instaurant le pouvoir de la classe ouvrière par la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration d'un Etat ouvrier et l'expropriation du capital.

Un sujet tabou : la propriété privée des moyens de production

Dans une interview au journal patronal Les Echos du 17/03/2012, Jean-Luc Mélenchon rassure les patrons : « Les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de mon programme ». Il poursuit : « Dans l'industrie manufacturière, la part du SMIC est résiduelle. Et mon programme va relancer l'activité et redynamiser tout le tissu industriel (...) Dans mon programme, qui combine l'action de l'Etat et de forts amortisseurs sociaux, les entreprises y trouvent leur compte car il repose sur un élément de nature à la rassurer : la planification écologique qui donne une vision à long terme, permet d'organiser la production et l'investissement ».

En effet, les « investisseurs », c'est-à-dire les patrons, n'ont rien à craindre du candidat Mélenchon. En permanence, il se pose en défenseur acharné du « produire français ». Il n'a d'égal sur ce terrain que le PCF et les dirigeants de la CGT, et même de la CGT-FO. Au nom de la lutte contre la « suprématie » du capital financier, il s'érige en défenseur du « bon vieux » capital industriel et en particulier des PME. Sans entrer dans des détails fastidieux, tout le programme proposé par le candidat du Front de Gauche consisterait, à la mise en œuvre d'un vaste plan de relance avec la constitution de « pôles public de l'industrie » sous l'égide de l'Etat, en réalité l'injection massive de subventions aux capitalistes. Il ne s'agit en aucun cas, par exemple, de l'expropriation des trusts du bâtiment et des travaux public (les Bouygues, Vinci, Eiffage, etc.) mais de constituer « un pôle public de la construction pour casser le monopole des majors du BTP ». Mélenchon, outre qu'il expose dans plusieurs interviews, que pour lui la propriété privée reste du domaine de la « vie privée » comme la religion ou tout autre mode de vie, juge

qu'une alliance est possible entre les travailleurs – pardon ! Le peuple - et les patrons qui veulent vraiment défendre l'industrie française. Ainsi, Mélenchon ne remet pas en cause le capitalisme mais propose de limiter ou de réguler l'influence du capital financier. Il faut noter que c'est en réalité une arnaque. Depuis le début du siècle, Lénine, dans son ouvrage « *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* » démontre comment historiquement s'est opérée la fusion entre capital bancaire et capital industriel pour donner naissance au capital financier.

De leur côté, les banquiers peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Bien entendu, Mélenchon ne propose en aucun cas l'expropriation des banques sans indemnité ni rachat mais la création, à nouveau, d'un « pôle financier public par la mise en réseau des institutions financières existantes (...), des banques et des assurances mutualistes dans le respect de leurs statuts et la nationalisation de (sic !) banques et de (sic !) compagnies d'assurance ». Pour Mélenchon et le Front de Gauche, il ne s'agit en aucun cas de se prononcer pour la dénonciation de la dette. Sur ce point, le programme du Front de Gauche indique : « Nous agirons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle. Nous exigerons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen ». Il s'agit tout simplement d'une ligne de défense des intérêts des banques, sur l'orientation des plans de « renégociation » de la dette que cherche à mettre en œuvre le FMI, la BCE et l'Union Européenne pour tenter de juguler la crise. Et pendant ce temps, dans ses meetings, Mélenchon salue avec

enthousiasme la lutte des travailleurs grecs ! Il convient de noter que sur le fond, le candidat Mélenchon ne remet pas en cause l'Union Européenne et en particulier l'euro. Il propose ni plus ni moins d'aménager son fonctionnement en « démocratisant » ses institutions et en redéfinissant, par exemple, le rôle de la BCE. Il s'agit en réalité de la même orientation que celle de Hollande : la renégociation des traités au sein de l'Union Européenne.

Comme les dirigeants de la CGT et de la CGT-FO, comme le PCF et le PS, pour Mélenchon, il ne s'agit en aucun cas de remettre en question le mode de production capitaliste et la propriété privée des moyens de production mais d'organiser le « partage des richesses » dans le cadre de la société bourgeoise.

La « citoyenneté » dans l'entreprise

Dans le respect de la propriété privée des moyens de production, le Front de Gauche entend inscrire dans la future constitution de nouveaux droits pour les « citoyens » dans l'entreprise. Il propose d'instaurer « des droits nouveaux dans l'entreprise (...) Le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement des entreprises (...) Nous instaurerons un droit de veto suspensif sur les licenciements et l'obligation d'examiner les contre-propositions présentés par les syndicats ». Il s'agit ni plus ni moins que de donner un nouvel élan à l'association capital-travail dans la lignée de la « participation » et du corporatisme dans la continuité du gaullisme.

Mais plus encore, le Front de Gauche veut « Encourager d'autres formes de propriété ». Il propose « des formes décentralisées de la propriété sociale. Il faut aussi systématiser le recours à l'économie sociale et solidaire (ESS) (...) Nous favoriserons la création de sociétés

coopératives d'intérêt collectif (SCIC) permettant d'associer salariés, usagers et collectivités territoriales dans des projets de développement local ». Dans ce cadre, le Front de Gauche indique : « Nous interdirons les licenciements boursiers ainsi que la distribution de dividendes pour les entreprises qui licencient. En cas de délocalisation ou de dépôt de bilan, nous instaurerons un droit des salariés à la reprise de leur entreprise sous forme de coopérative ». C'est le retour réactionnaire à l'autogestion. Dans la brochure « Les marxistes contre l'autogestion » (1973), Stéphane Just rappelait : « L'autogestion, c'est-à-dire l'atomisation de la classe ouvrière en parcelles d'entreprises, s'oppose, avant et après la prise du pouvoir, à la nécessité de l'organisation centralisée de la force politique de la classe ouvrière ».

Une version « relookée » de l'autogestion, c'est là l'un des aspects les plus réactionnaires du programme du Front de Gauche qui a complètement sa place à côté de la « révolution citoyenne ».

Un vrai « patriote »

A l'annonce de l'entrée en négociation exclusive de l'Inde avec Dassault pour l'achat de 126 avions *Rafale*, Mélenchon déclare « C'est bien que le *Rafale* trouve preneur à l'étranger, c'est le meilleur avion du monde. Pour quelqu'un comme moi qui prône le désarmement, c'est une bonne chose quand la France est forte » (*Le Monde* du 3 février 2012). Il est vrai que le domaine de l'industrie d'armement est l'un de ceux où le capitalisme français a réussi avec des groupes comme Dassault, Thalès et la Snecma, à garder certaines positions au plan mondial, bénéficiant, il faut le rappeler, du soutien financier et politique sans faille de l'Etat. Mélenchon défend le « produire français » même dans ce domaine et s'affiche comme défenseur des intérêts de l'impérialisme français dans le monde. En effet, sur l'antenne de France Inter, le 1^{er} février 2012 il déclarait « nous les Français, nous ne menaçons personne ni n'agressons personne ». Mélenchon ment effrontément. Il « oublie » que c'est la présence militaire des troupes françaises qui est le garant dans de nombreuses régions du monde de la préservation des intérêts de l'impérialisme français en maintenant des régimes politiques à sa solde.

Mélenchon « oublie » que l'impérialisme français s'est notamment engagé par deux fois dans la guerre contre l'Irak en 1991 et 2003, en Serbie en 1993, contre l'Afghanistan depuis 2001, contre la Yougoslavie en 1999 et contre la Libye en 2011, avec son soutien explicite dans ce dernier cas (un peu gêné dans l'affaire compte-tenu que l'un de ses modèles, Chavez, s'était proposé d'offrir l'asile à Kadhafi). Mélenchon « oublie », entre autres exemples, la présence militaire de l'impérialisme français en Afrique (Côte d'Ivoire, Centrafrique, Tchad, Rwanda où l'impérialisme

français porte en grande partie la responsabilité du « génocide » de 1994, etc.) assurant la survie de régimes corrompus contribuant à maintenir les peuples dans la surexploitation, la misère et l'oppression.

Quand Mélenchon évoque la patrie, il se réfère à la France métropolitaine et d'outre-mer. Il « oublie » qu'à la Réunion, les masses en révolte contre la vie chère, ont été durement réprimées par l'armée.

Patriote convaincu, Mélenchon condamne l'« anti-France ». Ses discours ou ses écrits sont dignes de ceux de Déroulède, à la limite de l'exaltation. Ainsi, dans son livre de 2010, *Qu'ils s'en aillent tous*, il écrit stigmatisant l'esprit anti-France : « Ce qui est anéanti, avec cet état d'esprit, ce n'est pas seulement le principe moral et politique du civisme. C'est le pays lui-même qui se dissout. La France se confond avec sa République. C'est son identité. Si nous renonçons à être citoyens, nous cessons d'être le peuple de cette Nation ».

Revendiquant une « France forte », Mélenchon se fait apôtre du militarisme de l'impérialisme français - « je ne suis pas d'accord pour que l'on désarme la France » dit-il - et de la défense de l'Etat bourgeois. Le programme du Front de Gauche proclame « Nous devons **impérativement** stopper la baisse des effectifs de la police et recruter ». Lors de l'affaire Merah, il s'est inscrit dans l'union nationale. Certes il n'a pas participé comme François Hollande, aux côtés de Sarkozy, Bayrou, Joly et Le Pen à la cérémonie rendant hommage aux militaires français. Mais il a déclaré sur Médiapart : « Je ne peux pas dire que les autres avaient tort d'être aux obsèques des militaires » et il a ajouté : « Il y a eu quelque chose de magnifique : le pays s'est bien tenu ».

Un représentant du « Socialisme historique » ?

Mélenchon revendique de représenter la continuité avec le « Socialisme historique ». Nous avons vu ce qu'il en est avec la « Révolution citoyenne ». Pour lui, la continuité avec le socialisme historique a été incarnée par Mitterrand, qu'il surnomme affectueusement « le vieux » et à qui il voue une admiration sans borne, et par l'Union de la gauche. Il se situe aussi dans cette continuité le gouvernement de la Gauche plurielle dirigé par Jospin, gouvernement dont il fût ministre délégué à l'enseignement professionnel de mars 2000 à mai 2002. Il faut rappeler que le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzberg porta des coups décisifs contre les enseignants des lycées professionnels. C'est sous le ministère de Mélenchon que furent mis en application les décrets, contre lesquels s'étaient dressés massivement les enseignants de février à mars 2000. Ces décrets avec la *Charte* des lycées professionnels ont institué, en particulier, l'annualisation du temps de travail, la définition d'heures de service en heures d'enseignement « *ou leur équivalent* » et la possibilité pour les entreprises de rémunérer des enseignants qui seraient mis à leur disposition. Un premier cadre juridique était ainsi donné pour la mise en œuvre de la privatisation de l'enseignement professionnel. Rappelons, entre autres mesures réactionnaires, que le gouvernement Jospin fut à l'initiative du référendum sur le quinquennat qui renforce le caractère bonapartiste de la Ve république et que Mélenchon a appelé à adopter lors du congrès du PS de Grenoble en novembre 2000, de la préparation de l'offensive contre les retraites avec la création du COR, et qu'il a été celui qui a le plus privatisé sous la Ve république.

Le parcours de Mélenchon au sein du PS est celui d'un carriériste qui a cherché à masquer son opportunisme en prétendant combattre pour la construction d'un « courant gauche », en particulier avec la constitution de la Nouvelle Ecole Socialiste (NES) en 1988 avec Julien Dray, de la Gauche Socialiste (GS) avec Marie-Noëlle Lienemann et Julien Dray en 1991. En 2002, la GS se disloque, Julien Dray ayant décidé de rallier François Hollande et la majorité du PS, et Mélenchon fait bloc avec Henri Emmanuelli au sein du courant Nouveau Monde. En novembre 2005, il rejoint Laurent Fabius qui a été partisan du non au référendum sur le nouveau traité constitutionnel, au congrès du PS du Mans.

Jusqu'en 1995, Mélenchon sera l'un des relais (un « *petit soldat* » disent certains) de Mitterrand dont il soutiendra les plus basses manœuvres contre le PS, en particulier à partir de sa réélection en 1988 avec sa politique d'ouverture au centre. On peut se référer pour mémoire à quelques faits d'arme du prétendu représentant du « socialisme historique ». Au congrès de Rennes, en 1990, la NES approuve la nouvelle rédaction de la déclaration de principe du PS, adoptée en 1971, qui raye d'un trait de plume l'affirmation : « *Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti Socialiste est un parti révolutionnaire.* ». Mélenchon et Dray soutiendront les initiatives de Mitterrand pour imposer au PS Bernard Tapie, l'une des figures de proue concrétisant l'ouverture au centre, en région PACA et à Marseille aux élections législatives de 1988, puis aux législatives de juin 1993 (Bernard Tapie fut nommé ministre de la ville dans le gouvernement Bérégovoy en avril 1992). En 1992, la GS se prononce fermement pour le vote pour le oui au référendum sur le traité de Maastricht.

En mars 1993, la GS s'allie avec Rocard à la tête du PS, Rocard dont le programme est de refonder le PS et de le transformer en « mouvement ». Mitterrand tolérera l'écart de son vote au Sénat en janvier 1991 contre la participation française à la première guerre du Golfe qui en réalité exprimait les réticences d'une fraction de la bourgeoisie. Pour les services rendus, Mitterrand saura renvoyer l'ascenseur : Mélenchon deviendra le plus jeune sénateur de France en septembre 1986, mandat qu'il occupera jusqu'en 2000 puis qu'il retrouvera en septembre 2004.

Après la disparition de Mitterrand, Mélenchon sera à la recherche d'un nouveau mentor. Il s'obstinera avec ténacité à faire reconnaître ses mérites par Lionel Jospin. Ces efforts se concrétiseront par sa nomination au gouvernement en 2000.

Pour en finir avec ce bref état du parcours du représentant autoproclamé du « Socialisme historique », Mélenchon est franc-maçon, entré au Grand Orient de France en 1983. L'une des questions politiques à laquelle fut confrontée la Troisième internationale a été l'infestation de sa section française par la franc-maçonnerie. L'exclusion des francs-maçons a pris le statut de « 22^e condition » pour l'adhésion d'un parti à la troisième internationale. La troisième internationale déclara l'incompatibilité absolue de l'adhésion à la l'internationale avec la franc-maçonnerie. Sur ce point, on peut se référer à Léon Trotsky qui écrivait en novembre 1922 « *Nous avons prononcé le mot : franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie joue dans la vie politique française un rôle qui n'est pas mince. Elle n'est en somme qu'une contrefaçon petite-bourgeoise du catholicisme féodal par ses racines historiques. La République bourgeoise de France avançant tantôt son aile gauche, tantôt son aile droite, tantôt les deux à la fois, emploie dans un seul et même but soit le catholicisme authentique, ecclésiastique, déclaré, soit sa contrefaçon petite-bourgeoise, la franc-maçonnerie, où le rôle des cardinaux et des abbés est joué par des avocats, par des tripoteurs parlementaires, par des journalistes véreux, par des financiers juifs déjà bedonnants ou en passe de le devenir. La franc-maçonnerie, ayant baptisé le vin fort du catholicisme, et réduit, par économie petite-bourgeoise, la hiérarchie céleste au seul « Grand Architecte de l'Univers », a adapté en même temps à ses besoins quotidiens la terminologie démocratique : Fraternité, Humanité, Vérité, Equité, Vertu. La franc-maçonnerie est une partie non officielle, mais extrêmement importante, du régime bourgeois. Extérieurement, elle est apolitique, comme l'Eglise ; au fond, elle est contre-révolutionnaire comme elle. A l'exaspération des antagonismes de classes, elle oppose des formules mystiques sentimentales et morales, et les accompagne, comme l'Eglise, d'un rituel de Mi-Carême. Contrepoison impuissant, de par ses sources petites-bourgeoises contre la lutte de classe qui divise les hommes, la maçonnerie, comme tous les mouvements et organisations du même genre, devient elle-même un instrument incomparable de lutte de classe, entre les mains de la classe dominante contre les opprimés.* ».

Un dernier mot : comment prétendre incarner le « socialisme historique » en constituant un front avec les débris de l'appareil stalinien qui subsiste en France (malgré la

dislocation de la bureaucratie du Kremlin), c'est-à-dire le PCF, et l'influence que ce parti garde au sein, en particulier, de la CGT ?

Du PG au Front de Gauche

En 2004, Mélenchon s'engage pour le non au référendum sur le traité constitutionnel avec Laurent Fabius et Henri Emmanuelli. Malgré le vote interne au sein du PS pour le oui, il fait campagne à l'extérieur du parti pour le non avec le PCF, la LCR et la Confédération Paysanne de José Bové. Dans le même temps, il constitue en marge du PS l'association Pour la République Sociale (PRS) qui prépare en réalité sa rupture avec le PS et la constitution du Parti de Gauche (PG).

Sur les circonstances de la constitution du PG en novembre 2008 à la veille de la tenue du congrès de Reims, CPS n° 35 de janvier 2009 expliquait : « *Au soir du 6 novembre, Jean-Luc Mélenchon et Etienne Dolez ont annoncé qu'ils quittaient le PS pour constituer un nouveau parti, le Parti de la Gauche. Le 10 novembre, Mélenchon déclarait sur I-Télé : « Ségolène Royal a gagné. Elle a envoyé tous les autres au tapis, qui ne méritaient pas mieux. Je salue son opiniâtreté et son courage. Mes camarades n'ont pas l'air d'avoir compris ça. Ils croient qu'ils vont pouvoir la manipuler. Mais c'est un fait. Elle a gagné, et c'est autour d'elle que va se faire la synthèse. Le parti est à 80 % sur une ligne de centre gauche. Il faut admettre cette réalité ». Il ajoutait : « La vérité est que la gauche a perdu la moitié de ses effectifs. Dans les deux précédents congrès, elle pesait 40 %, la voilà réduite de moitié ». Par cette déclaration, Mélenchon votait Royal. Pour justifier son départ, Mélenchon explique que la gauche du PS est passée de 40 % à un peu moins de moitié, c'est-à-dire le score de la motion Hamon qu'il avait ralliée avec Dolez. Il s'agit d'un tour de passe-passe. En effet, Mélenchon se réfère au résultat des votes des motions pour le congrès du Mans en novembre 2005. Il additionne dans la « gauche » d'alors les scores des motions NPS de Montebourg, Peillon et Emmanuelli, et Rassembler à gauche conduite par Fabius. Quelle « gauche » en effet ! En réalité, l'initiative de Mélenchon et Dolez avait été préparée bien avant le 6 novembre. Les arguties sur l'affaiblissement de la gauche au sein PS ne servent qu'à tenter de masquer une manière en définitive honteuse de quitter le PS, honteuse en ce qu'elle cherche à interdire que soit tiré un bilan de leur propre activité durant des décennies au sein du PS et notamment au sein du gouvernement de la « gauche plurielle ».*

Sur le fond, le programme du Parti de Gauche ne se distingue pas de celui de Front de Gauche.

Face au gouvernement Sarkozy-Fillon, le PG s'est constamment aligné sur les positions des appareils syndicaux, en particulier celui de la CGT, dans leur refus de l'affronter. Ainsi, pendant le mouvement contre la « réforme » des retraites le PG déclarait, s'opposant comme la CGT au mot d'ordre de retrait de la contre-réforme : « *Nous avons été des millions à dire non à cette réforme des retraites, à demander, avec les syndicats, l'ouverture de négociations* ».

En 2008, le PG a constitué avec le PCF le Front de Gauche avant des élections européennes de juin 2009. L'accord a été reconduit pour les élections régionales de mars 2010. En juin 2011, un vote au sein du PCF a approuvé par 59,12 % des votants la candidature de Mélenchon. Cet accord peut être caractérisé comme un accord « gagnant-gagnant ». Le maigre PG, 800 adhérents au plus lors de sa constitution, avait ainsi l'occasion de s'appuyer sur l'appareil du PCF, encore influent via les positions qu'il conserve localement dans les municipalités et via son réseau maintenu au sein de la CGT, voire de la FSU, pour se déployer. De son côté, le PCF a saisi l'occasion de se refaire une santé au plan électoral après l'échec cuisant de Marie-Georges Buffet lors de l'élection présidentielle de 2007 (1,7 % des exprimés). Les néo-staliniens du PCF et de l'appareil de la CGT se sont engagés pleinement dans la campagne pour le candidat Mélenchon.

Le devenir du Front de Gauche reste incertain. Dans le cas d'une victoire de Hollande à l'élection présidentielle, une première confrontation en son sein aura lieu à l'occasion de la désignation des candidats aux élections législatives. Le PCF n'a pas abandonné la perspective de maintenir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. De ce point de vue, il est disposé à passer localement toute sorte d'accord avec le PS au détriment du PG et du Front de Gauche. Déjà, pour préserver l'avenir, alors que Mélenchon affirme qu'il n'est pas question pour le PG de participer à un gouvernement « *autre que le sien* », Pierre Laurent déclare que le PCF « *ambitionne de gouverner* » (*Le Monde* du 10/03/2012). En marge de la campagne du Front de Gauche, Pierre Laurent reste en contact étroit avec François Hollande.

Contradictions

Malgré son programme, le candidat du Front de Gauche, suscite, par un tour de passe-passe, habile bateleur, une attention incontestable au sein du prolétariat et de la jeunesse. Au-delà de son programme bourgeois et réactionnaire, il est perçu comme proposant une alternative possible à l'orientation de gestion de la crise au compte des capitalistes du candidat du PS, François Hollande. Après l'élection

présidentielle, en particulier si François Hollande en sortait vainqueur, le PG, et le Front de Gauche, si ce dernier existe encore, devront faire face à la contradiction entre les espoirs qu'ils ont éveillés et la réalité de leur programme qui, en aucun cas, ne se situe sur une orientation de rupture avec la bourgeoisie et le mode de production capitaliste.

Supplément RATP :**Il est encore temps d'imposer aux représentants syndicaux
qu'ils rompent avec la direction,
d'empêcher qu'ils signent le protocole d'accord gares lignes A et B****Le « protocole d'accord sur l'organisation du service en gare des lignes A et B » qui finalise le projet-gares est entre les mains des dirigeants syndicaux dont la direction attend qu'ils le signent.**

Il y figure, outre ce qui a déjà été dit de la remise en cause de la qualification, de la suppression des titulaires de gares etc., une avalanche de mesures de productivité dont l'effet sera de réduire l'effectif. Flexibilité à outrance des conditions d'utilisation des agents avec la multiplication des horaires de prise et fin dans chaque service et le possible retour des services en 2 fois (d'une amplitude pouvant aller jusqu'à 13h et d'une durée de travail jusqu'à 8h avec une coupure d'au moins 2h). Flexibilité du travail, les «titulaires» de sous-secteur «sont utilisés dans l'ensemble des gares du sous-secteur et peuvent exercer plusieurs activités au cours de leur service, dans des gares différentes», les agents de réserve mobile «peuvent exercer plusieurs activités/missions au cours de leur service, dans des gares différentes» sur l'ensemble de la ligne (y compris et surtout du contrôle). Les équipes Maîtrise du Territoire et PAME sont dégarnissables. Quant aux métiers de développement, ils pourront exercer toutes les tâches sauf la vente. 150 postes seraient menacés selon le Comité Ferré CGT réuni le 7 février (métiers de base et de développement).

Le 10 octobre dernier, une adresse signée par 76 agents des gares des secteurs centre et sud de la ligne B du RER a été envoyée aux bureaux syndicaux CGT, FO, SUD, Autonomes, elle exigeait :

- qu'ils rompent immédiatement toute concertation, toute négociation concernant le projet-gares,
- qu'ils se refusent publiquement à toute signature,
- qu'ils mobilisent les agents des gares dans l'unité pour obtenir l'annulation du projet-gares.

Il a fallu monter en délégation aux bureaux syndicaux pour aller chercher la réponse à nos exigences. Le compte-rendu de cette délégation, communiqué aux agents des gares ligne B, rapportait : Les bureaux syndicaux ont rejeté toutes nos exigences, dont la première est la rupture avec la direction, et concluait : exigeons des bureaux syndicaux qu'ils rejettent l'invitation de la direction à négocier la suppression de nos postes, la remise en cause de notre qualification, de nos conditions de travail etc., qu'ils boycottent la réunion !

Un tract CGT métro-rer déclare : *«Ça y est la date est tombée, les organisations syndicales sont conviées à la réunion de négociation sur le projet-gares le mardi 24 janvier 2012 à 8h30 à Lyon-Bercy!»* et puis : *«Tout au long de nos passages en lignes, vous nous avez fait connaître votre envie de participer à cette journée de négociation»*. Ils mentent, 76 de nos collègues ont au contraire exigé d'eux : qu'ils rompent toute concertation, toute négociation. Finalement, ils donnent rendez-vous aux agents des gares «à 10h à Lyon-Bercy, durant les négociations du projet-gares», brisant d'avance toute possibilité pour les agents d'empêcher les représentants syndicaux de négocier. De toute évidence la tenue de cette première réunion de négociation sans incident (les collègues qui s'étaient déplacés ont été empêchés par les responsables syndicaux d'interrompre la négociation) est une victoire... accordée à la direction.

Le même tract CGT cite le préavis adressé à la direction: *«La politique d'entreprise non remise en cause dans les discussions du projet-gares présage des orientations de la direction sur l'avenir des agents de ce secteur»*. Voilà un aveu accablant, et oui, aucun dirigeant d'aucun syndicat n'a remis en cause la politique de la direction au cours de plus d'un an de discussions du projet-gares, pas plus qu'ils ne l'ont fait le 24 janvier (mais disent-ils, il ne faut pas laisser la chaise vide).

L'adresse des agents des gares ligne B précisait : «La responsabilité des directions syndicales est entière». Elle le serait en cas de défaite, mais il est encore temps pour les directions syndicales de rompre avec la direction en s'engageant devant les agents des gares à empêcher la signature du «protocole d'accord sur l'organisation du service en gare des lignes A et B» et à préparer le combat dans l'unité contre toute tentative de mise en œuvre du projet-gares! Toute initiative dans ce sens en direction des représentants syndicaux est nécessaire.

Bourg-la-Reine, le 9 février 2012

Les militants interviennent et informent C.P.S. :

Motion Front Unique adoptée par la Commission administrative du SNCS-FSU (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques) – 10 février 2012

**Pour la défense de la Sécurité sociale, du droit à la santé fondé sur le salaire différé :
Retrait du projet de loi réduisant la part patronale et instaurant la « TVA Sarkozy »!**

Dans les jours qui viennent, la majorité UMP à l'Assemblée Nationale doit adopter la loi portant un coup majeur contre la Sécurité Sociale via la « TVA Sarkozy ». Avec cette loi, le gouvernement Sarkozy-Fillon veut supprimer une partie de la part patronale du salaire différé des travailleurs et en plus faire payer la différence en instaurant une TVA prétendue sociale. Cette attaque vise à la destruction de la sécurité sociale et à la remise en cause du droit à la santé.

La CA du SNCS se prononce pour le retrait de ce projet de loi

Elle s'adresse à la direction de la FSU pour qu'elle fasse de même et pour qu'elle appelle avec les directions des autres confédérations syndicales ouvrières à une manifestation nationale à l'Assemblée Nationale le jour du vote sur cette exigence.

Pour : 15, Contre : 2, Abstentions : 9, NPPV : 1

----- o O o -----

Pour que les organisations syndicales prennent position pour battre Sarkozy, pour le vote pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier

Intervention d'un délégué de la Charente-Maritime au congrès national de la CGT Finances publiques (3 avril 2012)

Notre congrès se tient à un moment particulier : dans moins d'un mois ont lieu les élections présidentielles. Or le résultat de ces élections n'est pas sans importance pour les travailleurs :

Nous sommes devant une alternative : soit Sarkozy est réélu, et alors chacun ici sait que sa réélection se traduirait par le déferlement de mesures les plus violentes que sa campagne annonce, soit il est battu, et alors, sans illusion sur la politique que pourrait mener le nouveau président de la république, nous serons dans une situation politique différente. Les partis bourgeois auront subi une défaite sur le terrain des élections, et la bataille pour la défense des acquis se mènera dans une situation plus favorable.

Il n'est pas besoin de s'appesantir sur le bilan des 5 années écoulées : la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, le blocage des traitements depuis bientôt deux ans et l'engagement d'une offensive contre le statut lui-même avec la loi mobilité et l'élargissement de la place du contrat en sont quelques exemples.

Personne n'ignore non plus que Sarkozy n'a pour seul programme que de poursuivre et d'amplifier les coups contre les conquêtes sociales des salariés et des fonctionnaires, à commencer par la remise en cause de ce qu'il appelle l'emploi à vie dans la fonction publique, c'est à dire la liquidation du statut de la fonction publique.

Sarkozy vient de dénoncer la section syndicale CGT de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, parce qu'elle a refusé récemment de se rendre à un entretien à huis-clos avec lui lors d'une de ses visites électorales. Il l'a dénoncée comme faisant de la politique parce que la section CGT a refusé d'être instrumentalisée dans sa campagne électorale. C'est clair, pour lui, pour eux, le rôle des dirigeants syndicaux, c'est qu'ils se rendent à ses convocations, de négocier les accords compétitivité, de participer au haut conseil du financement de la protection sociale comme il les a pressés de le faire, et en aucun cas d'affronter son gouvernement et ses attaques. Sinon, ils « font de la politique » !

Et bien non, le rôle du syndicat n'est pas de prendre en charge la politique du gouvernement. Précisément parce que le bilan de cette politique est accablant pour les travailleurs, il ne saurait être question de neutralité. L'indépendance syndicale commande au contraire de prendre position très clairement sur les élections présidentielles.

Je pense que notre congrès doit prendre position en appelant explicitement et nommément à battre Sarkozy en utilisant pour cela le vote pour les candidats présentés par les partis issus du mouvement ouvrier, chacun selon son choix au premier tour ; et au second tour pour celui d'entre eux resté en lice, sans prendre en charge pour autant son programme.

Sans prendre en charge son programme. Parce que l'indépendance syndicale commande non seulement de prendre position clairement pour la défaite de Sarkozy, mais elle implique tout aussi clairement de prendre position pour la dénonciation de la dette au nom de laquelle les gouvernements, dans tous les pays d'Europe, portent coup sur coup aux travailleurs, entreprennent la liquidation de tous les acquis sociaux.

Mais, défendre les revendications est incompatible avec la participation au haut conseil du financement de la protection sociale créé par Sarkozy pour associer les organisations syndicales au démantèlement de la sécurité sociale. Dans la fonction publique et notre administration, on ne peut pas non plus défendre nos garanties si l'on continue à participer à tous les groupes de travail

qui ont précisément pour objet d'accompagner les suppressions de postes, de développer la mobilité et de créer les conditions de l'individualisation des rémunérations.

Oui, il faut en finir avec la politique du dialogue social qui est une arme entre les mains du gouvernement et de la bourgeoisie pour associer les directions syndicales à toutes les contre-réformes.

L'indépendance syndicale aujourd'hui c'est : prendre position pour dégager Sarkozy et dans le même temps en finir avec la politique du dialogue social qui ne profite qu'à la bourgeoisie dans la guerre qu'elle a engagée contre les acquis les plus fondamentaux des travailleurs.

Notre AG de section a voté (par 63 voix pour sur 68 présents) une motion sur la question des présidentielles. Je la propose au vote du congrès national :

Motion AG de section CGT Finances publiques 17 (16 mars 2012)

Notre syndicat ne peut ignorer que son congrès va se dérouler à quelques semaines de l'élection présidentielle. Il ne peut se désintéresser de l'issue d'une élection décisive pour les travailleurs et les fonctionnaires. L'indépendance syndicale ne saurait signifier neutralité ou apolitisme.

La défense des acquis sociaux et des revendications exige que Sarkozy soit battu et chassé lors de l'élection présidentielle.

La CGT Finances publiques se prononce pour la défaite de Sarkozy.

Sans à aucun moment prendre en charge le programme de tel ou tel candidat, et parce qu'elle se situe pour la défense des revendications des salariés et des acquis sociaux, la CGT doit appeler les travailleurs à voter pour les candidats des partis qui se réclament de la défense des intérêts des salariés au premier tour et au second tour, pour assurer ainsi la défaite de Sarkozy.

(Motion votée par l'AG CGT Finances publiques 17 par 63 pour et 5 abstentions).

[Au congrès national, la motion obtient 14 voix de délégués pour, une cinquantaine d'abstentions et le reste contre]

Motion adoptée par le Congrès académique du SNASUB-FSU de Clermont-Ferrand le 5 avril 2012 (extraits)

Pour la défaite de Sarkozy aux présidentielles

A quelques semaines du 1er tour des présidentielles, le SNASUB-FSU mesure bien tous les enjeux de ces élections, à la lumière des coups sans précédents portés contre l'ensemble des acquis des travailleurs et en particulier des fonctionnaires par le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Dans les services et les EPLE, ce sont des milliers de postes qui ont été supprimés.

Dans l'enseignement supérieur la mise en œuvre de la LRU non seulement asphyxie financièrement les établissements mais met en concurrence les personnels entre eux, mais aussi les types d'emplois, titulaires et contractuels.

Plus largement, la mise en œuvre de la RGPP s'est accompagnée de remises en cause graves des garanties statutaires et collectives, pourtant nécessaires à la qualité du service public, à l'indépendance de la Fonction publique.

Les conditions de rémunération se sont fortement dégradées : de la mise en œuvre de la PFR à l'allongement des carrières, du gel de la valeur du point d'indice. (...)

Alors que Sarkozy n'a pour seul programme que de poursuivre et d'amplifier les coups contre les conquêtes sociales des salariés et des fonctionnaires, à commencer par la remise en cause de ce qu'il appelle l'emploi à vie dans la Fonction publique, c'est-à-dire la liquidation du statut, le Congrès académique du Snasub de Clermont-Ferrand réuni le 5 avril 2012, considère que la défense des travailleurs, des services publics, de l'Enseignement et de la Recherche publics, exige que Sarkozy soit battu et chassé lors des élections présidentielles. Il se prononce évidemment aussi pour que soient balayés Marine Le Pen et les candidats des partis bourgeois ennemis de l'École Publique (Bayrou, Dupont-Aignan...).

Sans à aucun moment prendre en charge ni soutenir leurs programmes, et en se situant quelle que soit l'issue des élections sur le terrain de la défense des revendications de ses mandants, le congrès académique appelle par conséquent les travailleurs à voter, chacun selon ses convictions, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier au premier et au second tour.

Il s'adresse à la direction du Snasub et à celle de la FSU pour qu'elles reprennent cette position.

Intervention de Thierry Faugier, délégué Front Unique au congrès national du SNES

Notre congrès se tient à un moment particulier : dans moins d'un mois ont lieu les élections présidentielles. Or le résultat de ces élections n'est pas sans importance pour les travailleurs.

Nous sommes devant une alternative : soit Sarkozy est réélu, et alors chacun ici sait ce qui se passera ensuite, soit il est battu, et alors, sans illusion sur la politique que pourrait mener le nouveau président de la république, nous serons dans une situation politique différente. La bourgeoisie aura subi une défaite sur le plan des élections, et la bataille pour la défense des acquis se mènera dans une situation plus favorable.

Je ne reviendrai pas sur le bilan des 5 années écoulées : diminution massive des heures d'enseignement en primaire, au collège, en lycée ; suppression de près de 70 000 postes, liquidation de toute formation des enseignants en sont quelques exemples.

On connaît parfaitement aussi le programme de Sarkozy : autonomie totale des établissements et possibilité pour les chefs d'établissements de recruter les profs, nouveau service à 26 heures (sur la base du volontariat... dans un premier temps), liquidation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans via l'envoi en apprentissage de dizaines de milliers de jeunes dès 14 ans. Ce n'est là que l'aspect enseignant du programme de Sarkozy qui a mis au centre de sa campagne la chasse aux chômeurs, aux immigrés, etc.

Mais il faut le dire aussi : Sarkozy, son ministre Sauvadet combattent ouvertement contre l'existence des syndicats. Le programme de Sarkozy, c'est « feu » sur le droit des travailleurs à s'organiser : en attaquant ce qu'il appelle les « corps intermédiaires », Sarkozy montre qu'il entend combattre contre l'existence même des syndicats.

Lors des CDFN des 13 et 14 Mars, la direction de la FSU a fait adopter une résolution au milieu de laquelle on peut trouver la phrase suivante :

"La poursuite de cette politique ouvrirait la voie à de nouvelles régressions pour les salariés et tous les citoyens. La réélection de Nicolas Sarkozy renforcerait les attaques subies au long de son mandat. "

C'est le moins qu'on puisse dire ! Si l'on dit « la réélection de Nicolas Sarkozy renforcerait les attaques subies au long de son mandat », la conclusion ne doit-elle pas être tirée ? A savoir : notre congrès doit prendre position en appelant à battre Sarkozy en utilisant pour cela, dans le cadre des élections, le vote pour les candidats présentés par les partis issus du mouvement ouvrier, chacun selon son choix au premier tour ; et au second tour pour celui d'entre eux resté en lice.

Qu'on ne nous dise pas que cela remettrait en cause l'« indépendance » des organisations syndicales. C'est quoi, l'indépendance syndicale ? Est-ce que c'est l'indépendance telle que la définit Sarkozy ? Lors d'une récente visite dans une centrale nucléaire, il a déclaré : « *Je pensais qu'un syndicat servait à défendre les salariés et pas à faire de la politique* ». La voilà, l'indépendance à la Sarkozy : que les syndicats ne se mêlent pas de politique. C'est-à-dire : qu'ils se rendent à ses convocations et qu'en aucun cas ils n'affrontent son gouvernement et ses attaques, qu'en aucun cas ils ne se prononcent pour que Sarkozy soit battu et chassé. Sinon, « ils font de la politique ! »

La vraie indépendance, c'est l'indépendance par rapport à la classe ennemie, par rapport à l'appareil d'Etat. La déclaration que j'ai citée, Sarkozy l'a faite lorsque la section syndicale CGT de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux a refusé de se rendre à un entretien à huis-clos avec lui, ce en quoi ils ont eu parfaitement raison.

A l'inverse, se rendre à toutes les réunions où le gouvernement met à l'ordre du jour des contre-réformes, c'est le contraire de l'indépendance syndicale. D'ailleurs lorsque les dirigeants des syndicats le font, Sauvadet et Sarkozy se répandent en louanges sur leur sens de la responsabilité. Mais dès qu'ils refusent de s'y rendre, alors le ton change. Ainsi Sauvadet, récemment, devant le boycott du Conseil Supérieur de la FP d'Etat, a insulté les organisations syndicales, et déclaré : « *J'ai la ferme intention de ne pas laisser les fonctionnaires être les otages des organisations syndicales* ».

Ce dilemme, il nous est posé immédiatement : Une question est en suspens : celle de l'évaluation. Notre congrès doit décider que le SNES boycottera jusqu'au bout les Conseils supérieurs de la fonction publique d'Etat qui doivent discuter du projet de décret sur l'évaluation. Notre congrès académique a d'ailleurs adopté une motion en ce sens. Nous ne pouvons pas laisser ce gouvernement porter des attaques contre nos statuts en siégeant dans les instances où ces attaques se discutent.

Alors que nous sommes à moins d'un mois des élections, ce gouvernement continue, de manière effrénée, de lancer des attaques contre les travailleurs, les fonctionnaires. Il n'a plus aucune légitimité ! Aujourd'hui, pour ce gouvernement en fin de vie, faire passer le décret évaluation, c'est un véritable putsch !

C'est pourquoi je sou mets une motion :

Le congrès du SNES réitère son exigence de retrait du projet de décret, il décide de boycotter jusqu'au bout le CSFPE et propose aux autres organisations de faire de même.

Motion votée au Conseil Fédéral régional FSU Auvergne

Le Conseil Fédéral régional FSU Auvergne considère que la défense des travailleurs, des services publics, de l'Enseignement public exige que Sarkozy soit battu et chassé lors des élections présidentielles.

Il se prononce évidemment aussi pour que soient balayés Marine Le Pen et les candidats des partis bourgeois ennemis de l'Ecole Publique.

Sans à aucun moment prendre en charge leurs programmes, et en se situant quelle que soit l'issue des élections sur le terrain de la défense des revendications de ses mandants, le Conseil Fédéral régional de la FSU appelle par conséquent les travailleurs à voter, chacun selon ses convictions, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier au premier tour et au second tour et à assurer la défaite de Sarkozy (ou Le Pen). Il mandate son représentant pour défendre la même position au CDFN de la FSU.

Pour : 5 Abstentions : 2 Contre : 3 (le secrétaire académique du SNES, le responsable régional FSU, la représentante de l'EE)

----- o O o -----

Faute de place, nous avons dû renoncer à publier dans ce CPS un certain nombre d'interventions et de prises de positions dans l'enseignement. Nous renvoyons les camarades intéressés au site du courant Front Unique : www.frontunique.com

Appuyé sur la politique de Zapatero et des directions syndicales, le parti populaire revient au pouvoir et approfondit l'offensive contre les masses

Les élections du 20 novembre 2011 : effondrement du PSOE et retour au pouvoir du PP Un profond recul politique du prolétariat et de la jeunesse

Alors que lors des élections de 2004, puis de 2008 encore, le prolétariat et la jeunesse d'Espagne avaient utilisé le vote PSOE pour chasser le PP et lui faire barrage, le résultat des élections de 2011 est sans appel. Si le PP ne gagne que 200 000 voix, le PSOE s'effondre en perdant plus de quatre millions de voix. Le PSOE est à un de ses plus bas niveaux historiques : il faut remonter au début des années 1980 pour trouver trace d'un score aussi faible. Or ce résultat n'est en rien une surprise, il a été annoncé pendant des mois par les élections locales, municipales et dans les régions autonomes. Il est le produit de la politique du gouvernement Zapatero s'appuyant sur une majorité relative du PSOE aux Cortes.

Le résultat illustre le profond rejet de cette politique, mais aussi, d'une certaine manière, un profond désarroi. En effet, la première conséquence du recul du vote PSOE, c'est de rendre le pouvoir au PP, dont la politique est encore plus

violente face aux exigences du capital dans le cadre de la crise et de ses développements en Espagne. De plus, le taux de participation est passé de 75 % en 2008 à 71 % en 2011. Les voix d'une partie du prolétariat se sont reportées essentiellement sur des partis bourgeois comme UP y D (Union populaire et démocratique), une organisation formée par une ancienne députée européenne du PSOE sur un terrain purement bourgeois, ou sur des partis nationalistes, comme Convergencia i Unio, parti nationaliste bourgeois catalan, ou même Amaiur, coalition nationaliste petite-bourgeoise radicale basque qui a pu se représenter pour la première fois depuis des années, après les interdictions qui ont frappé de nombreux partis depuis Batasuna. C'est donc un profond recul politique du prolétariat et de la jeunesse qui est mis en évidence par ce résultat électoral.

	2000 voix	2000 %	2004 voix	2004 %	2008 voix	2008 %	2011 voix	2011 %
PSOE	7 918 752	34.1	11 026 163	42.6	11 064 524	43.6	6 980 880	28.7
IU	1 263 043	5.4	1 284 081	4.9	963 040	3.8	1 680 810	6.9
PP	10 321 178	44.5	9 763 144	37.6	10 169 973	40.1	10 830 693	44.6
CIU	970 421	4.2	835 471	3.2	774 317	3	1 014 263	4.6
PNV	353 953	1.5	420 980	1.6	303 246	1.2	323 517	1.3
ERC	194 715	0.8	652 196	2.5	296 473	1.1	256 393	1
Amaiur							333 628	1.3
UP y D					303 535	1.2	1 140 242	4.7

D'une certaine manière, même si cela reste symbolique, plusieurs mois après l'accession au pouvoir de Mariano Rajoy et du PP, cette tendance se poursuit, notamment lors des élections régionales, en particulier en Andalousie, en mars 2012. Pour la première fois depuis des décennies, le PP y devance le PSOE, et même s'il ne devrait pas pouvoir gouverner la région, cela constitue un fait politique en soi.

Rappelons que le PSOE s'était reconstitué en 1977 notamment à partir d'un groupe de dirigeants sévillans en exil, dont Felipe Gonzalez. Cette forteresse du PSOE a donc été symboliquement mise à mal. Cet état des rapports politiques entre les classes, malgré les grèves, a permis au gouvernement Rajoy d'agir depuis le 20 novembre et de mener l'offensive.

La politique du gouvernement Rajoy, cent jours de coups contre le prolétariat et la jeunesse !

Lors de ses cent premiers jours, le gouvernement Rajoy n'a eu qu'un seul axe, feu contre la classe ouvrière, le prolétariat et la jeunesse. Il s'agissait dès le départ de « rassurer les marchés » et de couper, couper encore dans les budgets publics, nationaux ou régionaux. Il s'agissait aussi de faire voter une amnistie fiscale, au prétexte de permettre le rapatriement de capitaux, sur le modèle de celle adoptée par le gouvernement Berlusconi. Il est prévu également de privatiser 70 organismes du service public. Enfin, le gouvernement entend bien imposer aux régions de respecter la même limitation des dépenses que l'Etat central. Or c'est à ce niveau que sont financés l'enseignement et la santé, par exemple. D'après la *Tribune* du 05/01/2012 : « Luis de Guindos, ministre de l'Economie et de la Compétitivité, a d'ailleurs annoncé mercredi dans une interview au Financial

Times la création en mars de "stricts instruments de contrôle des budgets des autonomies". "Avant d'approuver les budgets, les ministres (des régions autonomes) devront obtenir l'aval du gouvernement central", a-t-il ajouté ».

Comme le montre l'exemple de la région Castille-La Manche, gouvernée par le PP depuis juin 2011, c'est là qu'ont été prises des décisions qui frappent de plein fouet les fonctionnaires. Maria Dolores de Cospedal, la présidente de la région, a décidé d'augmenter le temps de travail des fonctionnaires de 2 h 30 par semaine tout en baissant leurs salaires de 3 %. Cette région faisait jusqu'en novembre figure de vitrine du PP, et cette politique est donc aujourd'hui généralisée. Le budget global, adopté le 31 mars, prévoit de couper près de 30 milliards d'euros dans les dépenses. Tout y passe : la recherche voit ses crédits amputés de 34 %, le plan

national de lutte contre les drogues perd 28 % de son financement, 582 centres de services sociaux doivent fermer, entraînant plus de 12 000 licenciements, les bénéficiaires des aides sociales, comme l'aide à domicile seront réduits de moitié, etc... *ad nauseam*.

Le gouvernement s'en est aussi immédiatement pris au code du travail, et a demandé dès le 30 novembre au patronat et aux syndicats de trouver un accord en urgence sur le marché du travail. Selon l'AFP : « *Le chef du Parti populaire (droite) a expliqué aux dirigeants des syndicats CCOO et UGT et de l'organisation patronale CEOE qu'il a reçus, "la nécessité d'aborder en urgence une réforme du marché du travail qui contribue à enrayer le principal problème national qu'est le chômage", a indiqué le PP dans un communiqué. Mariano Rajoy les a appelés à "trouver des accords avant la deuxième semaine de janvier", selon ce texte. Cette réforme devrait concerner, "entre autres, la négociation collective, la solution extrajudiciaire des conflits, les modalités de contrats, l'absentéisme, les entreprises de travail temporaire et la formation* ». Le 10 février, après discussion entre patronat et syndicats, le gouvernement présente son projet. Le texte adopté par le gouvernement est un encouragement pour le patronat à licencier... Il s'agit essentiellement d'un dispositif généralisant la diminution des indemnités de licenciement de

45 à 33, voire 20 jours de salaire par année travaillée, si l'entreprise se révèle durablement déficitaire, c'est-à-dire deux trimestres de suite. Dans le contexte économique de l'Espagne, il s'agit d'une vanne ouverte vers des licenciements moins chers. Un nouveau type de contrat de travail est créé pour les entreprises de moins de 50 salariés, incluant de nombreuses exonérations de charges et d'impôts. Dans ces entreprises, les employés de moins de trente ans pourront cumuler leur allocation chômage et leur « salaire », et pourront être licenciés au bout d'un an sans aucune indemnité. La limite de succession de contrats à durée déterminée est fixée... à 24 mois. En outre, il est prévu des facilités de dénonciation des conventions collectives pour le patronat, et de passer à des accords d'entreprises si la situation de la boîte est mauvaise, après deux trimestres de baisse des ventes ou des bénéfices. Dans tous les domaines importants, l'accord d'entreprise prévaudra sur l'accord de branche : pour les salaires de base, les heures supplémentaires, l'organisation des tours et des vacances, les heures supplémentaires... Cette réforme du marché du travail n'a qu'un seul but : faire éclater toute garantie collective, faire exploser les contrats de travail et lancer une grande offensive contre le coût de la valeur de la force de travail. Les premières baisses nominales de salaire ont déjà eu lieu.

L'économie capitaliste dans une situation catastrophique

Si les coups pleuvent à ce point, c'est que les capitalistes espagnols sont dans une mauvaise passe. Le PIB n'a toujours pas retrouvé son niveau antérieur à 2008, et l'année 2012 devrait à nouveau être une année de récession, notamment à cause des plans de rigueur successifs. Le secteur-clé de l'économie espagnole, la construction, est toujours aussi mal en point. Le prix moyen des logements continue de baisser et a même connu en 2011 sa plus forte baisse depuis l'éclatement de la bulle spéculative sur l'immobilier. Selon *El Pais* du 15 mars, la baisse moyenne serait de 11,2 % et atteindrait 13 % pour le logement ancien. La surproduction de logements est telle que, selon Caixa Catalunya, 800 000 logements neufs n'avaient trouvé d'acheteurs en 2010. Selon l'observatoire de l'immobilier et de la construction, il y avait, fin 2011, un excédent de 2,32 millions de logements neufs sur le marché, sans compter les logements anciens inoccupés. Pendant le même temps, les jeunes ne peuvent se loger avec leurs maigres revenus.

Le secteur bancaire, fortement impliqué dans cette spéculation immobilière, se trouve extrêmement fragilisé. Selon une étude de la banque d'Espagne de novembre 2011 : « *Les créances douteuses des établissements bancaires du pays s'élevaient à 110,689 milliards d'euros en janvier, soit 6,06 % du total de créances contre un taux de 5,81 % en décembre et 5,69 % en novembre. Ce taux, qui n'était que de 4,98 % en octobre 2009, a atteint en janvier son niveau le plus élevé depuis novembre 1995, selon la Banque d'Espagne. En août 2010, le taux de créances douteuses avait connu une forte détérioration, s'affichant avec 5,61 % au plus haut depuis février 1996. La situation des établissements bancaires espagnols reste une source d'inquiétudes pour les investisseurs internationaux en raison des conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière fin 2008, de la récession qu'a traversée le pays et du fort renchérissement du coût du crédit ces derniers mois.* » En février, Standard and Poor's dégradait la note de 15 grandes banques espagnoles. Autant dire qu'un risque de krach bancaire, surtout dans le cadre d'une faible croissance, reste un risque majeur pour le

capitalisme espagnol. Les banques espagnoles prévoient un plan massif de fermetures d'agences (8000) et de licenciements (25 000), alors que déjà près de 5000 agences avaient été fermées depuis 2008.

La production industrielle a connu en 2011 une profonde chute, après l'année 2009 qui avait été marquée par une baisse de 20 % de l'activité industrielle. Or, à l'automne 2011, la situation était aussi grave, voire pire : en novembre 2011, le recul était de 7 %, le pire chiffre depuis octobre 2009. Le journal *20 minutes* (11/01/2012) précise : « *En novembre, "tous les secteurs industriels présentent des taux interannuels négatifs", précise l'Ine dans un communiqué. La production de biens de consommation durable a plongé de 16,3 % sur un an, celle de biens intermédiaires a chuté de 10 %, celle de biens d'équipement a diminué de 7,4 % et celle de biens de consommation non durable a reculé de 2,8 %. La production d'énergie a elle baissé de 5,2 %.* » L'ensemble de l'économie espagnole est touchée de plein fouet par un nouvel approfondissement de la crise. Surproduction du logement, fragilité extrême du système bancaire, profonde dépression industrielle, baisse de la consommation tout autant dans la production que pour les ménages. Malgré les effets induits par les plans de rigueur, la bourgeoisie espagnole et ses gouvernements luttent de manière acharnée pour rétablir le taux de profit, en jouant sur le seul levier disponible et sous la surveillance des autres impérialismes européens : une augmentation massive du taux d'exploitation.

Pour les masses, les conséquences sont évidemment dramatiques, à commencer par le chômage, qui dépasse officiellement 23 % de la population active et qui atteint plus de 50 % chez les moins de 25 ans, soit cinq millions de chômeurs au total. Dans de nombreux secteurs économiques et des régions entières d'Espagne, une grande partie de la main-d'œuvre, parfois d'origine étrangère, est employée au noir. Selon la fondation espagnole des caisses d'épargne, en 2008, le secteur représentait plus de 20 % du PIB. Avec la crise et le chômage, une main-d'œuvre importante est encore libérée pour cette économie dite pudiquement « informelle ».

On estimait en 2009 à 80 000 les travailleurs supplémentaires sur ce marché noir dans la région de Madrid. Une partie importante de la main-d'œuvre est donc transférée vers le travail non déclaré et les salaires les plus faibles, sans droits sociaux.

Il n'en reste pas moins que les objectifs fixés par l'UE à l'Espagne en matière de réduction des déficits sont tout à fait hors de portée. Le gouvernement Rajoy, pourtant fort actif en un trimestre, a dû négocier un dépassement et l'UE, devant les preuves de bonne volonté affichées, a autorisé 5,3 %. Il n'en reste pas moins que c'est un aveu d'échec.

La fragilité du capitalisme espagnol est la cause de la violence de l'offensive. Elle a comme conséquence une

aggravation immédiate des conditions d'existence du prolétariat et de la jeunesse espagnols. Pour autant, les masses ne peuvent accepter cette aggravation sans combat : les manifestations étudiantes à Barcelone ou Valence, le fait que les travailleurs aient imposé aux directions syndicales d'appeler à la grève, les 800 000 manifestants de Madrid le 29 mars montrent la volonté de combattre du prolétariat et de la jeunesse. Si le gouvernement Rajoy a pu faire adopter sa réforme du marché du travail et son budget, c'est à la politique des directions du mouvement ouvrier, partis et syndicats qu'il le doit.

Les directions des organisations syndicales s'opposent aux aspirations du prolétariat et de la jeunesse

Les directions des deux grandes centrales ouvrières, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT sont aujourd'hui en première ligne pour permettre au gouvernement Rajoy de mener à bien sa politique. Dès avant les élections, le 28 octobre, les CCOO et l'UGT signaient avec les organisations patronales CEOE et CEPYME, un accord sur la négociation collective. Les parties signataires s'engageaient à intensifier le dialogue social afin d'accélérer la négociation d'accords collectifs, « pour réduire la conflictualité » (lire grèves), « ces questions étant élémentaires pour pouvoir affronter la crise et ses conséquences au bénéfice de l'emploi et la compétitivité des entreprises. » Quelques jours avant les élections, les directions syndicales préparaient le terrain au futur gouvernement. Il faut ajouter à cela, qu'en se refusant à ne donner aucune consigne de vote, les deux directions syndicales prenaient position de fait pour la victoire du PP, tandis que Zapatero et la direction du PSOE organisaient leur propre défaite.

Rajoy et le PP ont immédiatement saisi la nécessité politique de s'associer les directions syndicales. Dès le 30 novembre, dix jours seulement après les élections, le gouvernement demandait aux directions des CCOO et de l'UGT d'entamer des négociations avec les organisations patronales afin de préparer la réforme du marché du travail, et de trouver un accord en urgence. « C'est l'activité économique qui génère l'emploi et non les lois du travail », a souligné pour sa part le secrétaire général de CCOO, Ignacio Fernandez Toxo. De même, le secrétaire général de l'UGT, Candido Mendez a dit « comprendre » la préoccupation du futur chef de gouvernement tout en estimant que Mariano Rajoy confondait « la résolution du problème du chômage avec une énième réforme du travail ». Telles furent les réactions « critiques » des représentants des deux confédérations. Ils firent donc le choix de se rendre à la convocation du gouvernement et du patronat. Malgré le contenu de la contre-réforme, pire destruction des droits des travailleurs en Europe à cette date, les dirigeants syndicaux n'en faisaient pas un casus belli, et le texte était adopté le 10 février.

Cependant, les travailleurs faisaient irruption sur la scène politique en ce début de février, comme ce fut le cas avec la grève des fonctionnaires du 8 février, notamment dans le secteur de la santé. Les directions syndicales durent convoquer des manifestations le dimanche 19 février, comme « première réponse » à la contre-réforme du droit du travail... soit neuf jours après son adoption. Malgré cela, les manifestations furent massives. Une nouvelle journée d'action était convoquée le 11 mars, deux jours après la décision des directions syndicales d'appeler à une journée de grève générale le 29 mars. Selon *Le Monde* : « Les syndicats

ont fait état d'une très forte mobilisation, annonçant 500 000 manifestants à Madrid, 400 000 à Barcelone, 150 000 à Valence, 50 000 à Séville. Selon la police, les manifestants étaient 50 000 à Madrid, 30 000 à Barcelone, 25 000 à Valence, 5 000 à Séville. » La montée en puissance de la mobilisation, ainsi que les manifestations étudiantes de Valence (20 000) et Barcelone (60 000) les 28 et 29 février, réprimées par la police, ont imposé aux dirigeants syndicaux d'appeler à une journée dite de « grève générale ». Lors de la journée d'action du 11 mars, les dirigeants donnaient leurs explications : « Nous faisons aujourd'hui un pas de plus vers la grève générale du 29 mars », a lancé le leader de l'UGT, Candido Mendez. « Si le gouvernement ne rectifie pas (la réforme du travail), il y aura un conflit et il ne se terminera pas le 29 », a averti Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général de CCOO (Comisiones obreras). » (*Le Monde*, 11/03/2012). Les objectifs assignés à la grève étaient clairs : non pas le retrait de la loi déjà adoptée, mais une inflexion... et Toxo annonçait que le conflit s'inscrirait dans la durée, le signe que la politique des directions syndicales visaient à épuiser la volonté de combat des travailleurs.

La journée de grève du 29 mars semble avoir été suivie, même si c'est sans doute de façon inégale : selon les Commissions Ouvrières, le taux de grévistes global aurait atteint 77 %, et 97 % dans l'industrie. Au-delà de la bataille des chiffres avec le gouvernement et le patronat, qui disent avoir compté 800 000 manifestants dans toute l'Espagne, pour trois millions selon les syndicats, le site des CCOO donne une courbe de la consommation d'énergie en nette baisse le 29 mars, significative de la réduction d'activité. Mais là question n'est pas là. Non seulement le gouvernement n'a pas reculé, mais il a adopté son budget le lendemain, droit dans ses bottes. Le 30 mars, les directions des deux confédérations CCOO et UGT ont décidé d'écrire une lettre au gouvernement pour lui demander d'ouvrir des négociations pour une « nouvelle réforme du marché du travail ». Cette lettre est la troisième qu'ils envoient au gouvernement. Selon Mendez, secrétaire général de l'UGT, elle « reprendra les mêmes termes que les précédentes : elle contiendra nos propositions, et nous y décrirons la situation du pays, qui nécessite des accords » (*El Pais*, 30/03). Ensuite, les deux directions prévoient de saisir la « défenseuse du peuple » pour qu'elle porte un recours devant le tribunal constitutionnel, puis de dénoncer le gouvernement auprès de l'OIT, ou encore de s'adresser au président (PP) de la chambre des députés. On le voit : un sûr terrain de classe ! Toutes ces initiatives culmineront le 1^{er} mai, et enfin les deux directions décideront en commun l'action au-delà du 1^{er} mai. Il faut le dire, c'est un véritable plan de sabotage de toute

possibilité de mobilisation, au profit du gouvernement, tandis que le patronat commence sur le terrain à licencier ou baisser les salaires en vertu de la « réforme ».

Les partis issus du mouvement ouvrier développent la même thématique, font une critique sans effet, et se placent sur le terrain de proposer une « autre » réforme du marché du

travail, comme le fait IU (Izquierda Unida). Le PSOE quant à lui, non seulement ne mène aucun combat réel contre le gouvernement, mais surtout a une responsabilité écrasante dans la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement Zapatero de 2008 à 2011 et dans le retour du PP au pouvoir.

Le gouvernement Zapatero, soutenu par le PSOE, a présenté la note de la crise au prolétariat et à la jeunesse

Le fait majeur a été le soutien accordé au gouvernement Zapatero par le PSOE. Alors que le PSOE avait été porté au pouvoir en 2004, puis maintenu contre le PP en 2008 par la mobilisation du prolétariat espagnol sur le terrain des élections, Zapatero a mené une politique anti-ouvrière, de façon accélérée depuis 2008. C'est Zapatero qui a jeté les bases de l'offensive menée aujourd'hui par Rajoy et le PP. Il l'a fait avec le soutien des directions syndicales. Après quelques mois de politique de relance, c'est-à-dire de sauvetage des banques et de soutien au BTP, Zapatero a changé de politique, en prenant le virage des coupes budgétaires. Au printemps 2010, le gouvernement Zapatero présente la note... au prolétariat et à la jeunesse : « *La politique de casse sociale du gouvernement Zapatero devient de plus en plus insupportable pour l'ensemble des salariés espagnols, et en particulier les plus modestes : baisse de 5 % du salaires des fonctionnaires ; coupes dans les allocations sociales ; gel de toutes les retraites ; recul de l'âge de départ légal à la retraite de 65 à 67 ans sans oublier la nouvelle contre-réforme du marché du travail avec généralisation d'un « CDI précaire » avec procédures de licenciements facilitées, indemnités de licenciement minorées et flexibilité dans les horaires de travail consacrée.* » (*L'Humanité*, 3/10/2010). Il faut ajouter le non renouvellement des départs en retraite dans la Fonction publique. Au même moment, le taux de chômage dépasse les 20 %.

Malgré la violence du plan, les directions syndicales se sont limitées à de vagues protestations, ont isolé dans un premier temps les fonctionnaires, qui avaient fait massivement grève le 2 juin, et ont appelé à une « grève générale », le 29 septembre. La grève fut massive, notamment dans l'industrie, et on compta plus d'un million et demi de manifestants dans toute l'Espagne. Pour autant, les directions syndicales, dont la responsabilité avait été louée par Zapatero lui-même dans les mois précédents, ne rompaient pas avec le gouvernement et suspendaient alors toute action.

Les aiguilleurs du ciel tentèrent d'engager spontanément une grève en décembre 2010. Ils protestaient contre la privatisation et ses effets, notamment en termes de postes, de durée du travail, la direction imposant largement des dépassements de la durée légale du travail annuel, ce qui n'est pas sans conséquence sur la qualité du travail et la sécurité aérienne. Début décembre, le trafic aérien était bloqué en Espagne avec des conséquences à l'échelle européenne. Le gouvernement Zapatero décidait alors de réquisitionner les aiguilleurs du ciel, au moyen de la législation franquiste et de l'armée. Le gouvernement brisait la grève... avec le soutien des directions des Commissions ouvrières, de l'UGT, et même d'IU, qui protestaient... contre l'irresponsabilité des aiguilleurs du ciel, les traitaient de privilégiés. Appuyé sur cette exécution publique menée par ceux-là même censés défendre les travailleurs, le gouvernement pu aller jusqu'à sanctionner durement certains travailleurs et licencier, notamment ceux qui avaient essayé de résister à la réquisition. Les députés du PSOE quant à eux

permirent la prolongation du décret d'état d'urgence jusqu'au 15 janvier 2011. Ce fut un fait politique d'une importance cruciale qui permit au gouvernement de faire adopter le 21 décembre le budget pour 2011 sans problème. En février 2011 les dirigeants syndicaux signaient un pacte social avec le gouvernement, pour la croissance, l'emploi, et les retraites : ils y avalisaient de leur signature le passage à 67 ans pour le départ en retraite. Selon l'AFP : « *L'Espagne espère ainsi envoyer "un message de confiance à la société, à l'Union européenne et à la communauté internationale", a ajouté M. Zapatero.* » Le message est clair en effet, le gouvernement agit dans l'intérêt des capitalistes.

C'est dans ce contexte que la rage de la jeunesse explosait. Dans un premier temps, un collectif « Jeunes sans futur » appelait à la manifestation dans les principales villes d'Espagne. Il fut rapidement réprimé, notamment à Barcelone. Toute issue politique était bouchée par le PSOE, mais aussi les directions syndicales qui poursuivaient leur politique de collaboration avec le gouvernement. Isolé, sans perspective, le mouvement de la jeunesse exprimait rapidement le désarroi, laissant place à la décomposition et à ceux qui, s'autoproclamant « dirigeants » du mouvement, prônaient l'apolitisme pour interdire à toute organisation d'intervenir sur les places occupées. Plus le temps avançait, plus ce mouvement était dominé par un délire petit-bourgeois réactionnaire. C'est ce qu'exprimait le manifeste « Démocratie réelle maintenant » : « *Si, en tant que société nous apprenons à ne pas confier notre avenir à une abstraite rentabilité économique qui ne tourne jamais à notre avantage, nous pourrions effacer les abus et les manques que nous endurons tous. Nous avons besoin d'une révolution éthique. On a placé l'argent au-dessus de l'Être Humain, alors qu'il faut le mettre à notre service. Nous sommes des personnes, pas des produits du marché. Je ne suis pas que ce que j'achète, pourquoi je l'achète ou à qui je l'achète. A la vue de cela, je suis indigné/e. Je crois que je peux le changer. Je crois que je peux aider. Je sais que, tous ensemble, on le peut. Sors avec nous. C'est ton droit.* » Platitude et impuissance, naturellement, la « révolution éthique » fit long feu, mais non sans avoir exprimé et diffusé un sentiment anti-PSOE, confondu avec le PP, et sans interpeller les directions syndicales. Relayée par les médias et certains gauchistes, notamment le NPA en France, cette forme « d'indignation » n'a rien de positif, elle ajoute la confusion à la confusion.

Le résultat des élections régionales et municipales du 22 mai 2011 fut cinglant, une défaite très large pour le PSOE, qui perdit de nombreuses régions, comme la Castille-La Manche détenue depuis sept élections régionales, ou encore l'Extremadura. Le PSOE, usé jusqu'à la corde, accumulant défaite sur défaite, Zapatero prit la décision en juillet de provoquer des élections anticipées, afin de remettre le pouvoir dans les mains du PP et donc de céder la place au parti bourgeois dominant. Les élections furent fixées au 20 novembre, ce qui a cependant laissé le temps au PSOE de

poursuivre sa politique, notamment par l'adoption de la « règle d'or » conjointement avec le PP, le 24 août. Celle-ci inscrivait dans la constitution le principe décidé par l'Eurogroupe de donner comme principe en matière budgétaire zéro déficit. « Cette règle concernerait autant le déficit structurel que la dette » a indiqué M. Zapatero, ajoutant que « la voie est tracée et j'espère que le gouvernement issu des élections à la fin de l'année continuera dans cette direction » (*L'Humanité* 24/08/2011). De fait, cette politique fut immédiatement mise en œuvre dans les régions dirigées par le PP : à Tolède et à Madrid, les enseignants se voyaient imposer deux heures de cours supplémentaires dans leur service ; ce fut aussi le cas en Galice et en Navarre, partout les non-titulaires furent licenciés, aucun recrutement de fonctionnaire ne fut prévu dans bien des régions. Dans la communauté de Madrid, les enseignants se réunirent en assemblée générale massive le 31/08, 1400 enseignants obligeaient les directions syndicales à appeler à la grève.

Pour autant, ils furent isolés, et les appareils syndicaux réussirent à imposer un plan de journées d'action hebdomadaires durant le mois de septembre et d'octobre. En Catalogne, le 29 septembre, ce sont les travailleurs de la santé qui envahirent et empêchèrent de se tenir une réunion de l'institut catalan de la santé où siégeaient les dirigeants syndicaux et qui préparait les coupes pour l'année 2012. La direction condamna cette « invasion », tandis que le représentant de l'UGT fataliste indiquait : « Si on ne prenait pas ce genre de mesure, on n'aurait pas ce type de réaction ». Circulez, il n'y a rien à voir.

Les directions syndicales ont donc réussi à contenir et à isoler les différentes tentatives de la part des fonctionnaires d'engager le combat contre les mesures de réduction des dépenses effectuées dans les régions à la fin de l'été et de l'automne 2011. Si le PP a été à la manœuvre, c'est bien dans un cadre préparé par Zapatero et le PSOE, pavant la voie à la victoire du PP et à l'accélération de la politique anti-ouvrière.

Imposer au mouvement ouvrier, partis et syndicats, le front unique contre le gouvernement Rajoy, ouvrir la perspective du combat pour le socialisme

Il est donc clair aujourd'hui que la première exigence est d'imposer la rupture aux directions syndicales qui collaborent avec le gouvernement Rajoy et ne cessent de l'appeler au dialogue social, ce qui sert sa politique, et de leur imposer le front unique. Il faut arrêter la pantomime des journées d'action, fussent-elles appelées « grèves générales », et surtout deux mois après l'adoption de la « réforme du travail ». S'il s'agit réellement d'obtenir l'abrogation de cette dernière, alors il ne peut être question de poursuivre la discussion avec le gouvernement des licenciés et qui permet la baisse des salaires généralisée. Ce combat dans les organisations syndicales permettrait la libération des forces du prolétariat et de la jeunesse qui ont tenté de s'exprimer ces derniers mois, et d'ouvrir des perspectives politiques qui ont été bouchées tant par les directions syndicales que par le PSOE, et à sa modeste place par IU. A partir de ce combat pourraient se poser les questions élémentaires :

- abrogation des mesures prises par les gouvernements Rajoy et Zapatero, en matière de retraite ou de réforme du marché du travail, en matière de réduction des dépenses de santé et d'éducation ;
- échelle mobile des heures de travail afin de lutter contre le chômage massif ;

- expropriation des banques et contrôle ouvrier du secteur bancaire ;
- expropriation des promoteurs immobiliers, réquisition des logements, réorganisation du secteur au profit de la satisfaction des besoins des travailleurs.

Ces revendications ne peuvent être satisfaites que si le gouvernement Rajoy est chassé et remplacé par un gouvernement du Front Unique ouvrier, des partis et syndicats.

C'est seulement en s'engageant dans la voie du socialisme que la misère grandissante peut reculer, que les besoins sociaux peuvent être satisfaits. C'est dans ce combat que peuvent être résolues les contradictions économiques et sociales du capitalisme en crise. C'est par ce combat que peuvent être résolues les contradictions liées au désarroi de la jeunesse et du prolétariat, qui cherche à combattre mais ne peut trouver d'issue positive à cette étape. C'est de ce combat que pourra naître le nécessaire parti ouvrier révolutionnaire seul à même d'ordonner et d'organiser le combat quotidien comme celui pour ouvrir la perspective du socialisme.

Le 8 avril 2012



Tunisie, Égypte :

Derrière le paravent des « transitions démocratiques », la contre-révolution aux aguets (2^e partie)

La première partie de cet article, publiée dans *CPS* n°45, soulignait que l'organisation de prétendues « transitions démocratiques », sous le contrôle des appareils d'État tunisien et égyptien, constituait un tournant dans la situation politique ouverte par les chutes de Ben Ali et de Moubarak – tournant favorable à la réaction.

Faute de disposer d'une représentation et d'une direction politiques propres, les principaux acteurs des révolutions tunisienne et égyptienne – la classe ouvrière et la jeunesse des deux pays – ont vu le vide politique, créé par le départ des dictateurs et la semi-liquidation des partis dictatoriaux, être rempli par des forces politiques réactionnaires, notamment islamistes. Fortes de leur « succès » électoral, ces forces se disposent du côté de l'impérialisme et des appareils d'État dictatoriaux, contre les masses.

Cette analyse s'achevait donc sur cette conclusion :

« Après avoir mené à bien la « transition démocratique » sous leur égide, les appareils d'État issus des dictatures égyptienne et tunisienne vont reprendre l'initiative politique. Un front uni est en quelque sorte constitué contre la classe ouvrière – incluant les puissances impérialistes, les États de la péninsule Arabique et les organisations islamistes petites-bourgeoises. (...) Le prolétariat et la jeunesse d'Égypte et de Tunisie sont loin d'être écrasés : ils doivent cependant se préparer à faire front contre l'offensive qui s'annonce dans les deux pays. »

La pleine compréhension de cette situation suppose d'ancrer la situation particulière de la Tunisie et de l'Égypte dans la situation générale en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Dans les autres pays : échec et reflux de la vague insurrectionnelle

Au printemps 2011, l'irruption des masses tunisiennes et égyptiennes, l'expression d'une crise au sommet par la chute des dictateurs avaient répandu comme une traînée de poudre, dans l'esprit des masses des pays voisins, l'idée qu'il était possible d'en finir avec les régimes en place : une vague insurrectionnelle s'est développée.

Un an plus tard, il faut pourtant faire ce constat : cette vague n'a abouti, nulle part ailleurs, au renversement des dictateurs par les masses (on ne saurait, en effet, considérer comme tel le massacre du dictateur libyen Kadhafi, comme on le verra). Au contraire, ne bénéficiant pas du long travail de préparation accompli par les masses de Tunisie et d'Égypte, lors des années précédentes, les masses des pays voisins ne sont pas parvenues à opposer un front uni aux dictatures en place – front qui ne pouvait être structuré que par la classe ouvrière organisée.

Dès lors, le modèle de la « transition démocratique » a pu être décliné dans nombre de pays par les dictatures : élections législatives-bidon au Maroc en novembre 2011, en Algérie au printemps 2012 ; élection présidentielle au Yémen en février... pour l'investiture d'un candidat unique, sous tutelle de l'appareil d'État. Ces « transitions » permettent de consacrer le ralliement des principales forces dites d'« opposition » aux pouvoirs en place : elles n'induisent aucun autre changement et remplissent précisément le but inverse – cadenciser le mouvement du prolétariat.¹

En Libye, et aujourd'hui en Syrie, est apparu un autre cas de figure, véritablement dramatique : celui du basculement dans un chaos croissant. Dans le premier cas, c'est l'intervention impérialiste contre la Libye qui porte la

responsabilité de cette situation. Dans le second, l'incapacité des masses à renverser le régime n'a pas empêché une profonde déstabilisation de la dictature : l'impuissance politique conjointe de la « base » et du « sommet » à résoudre la situation, chacun à son avantage, conduit au risque d'implosion.

Dans les deux cas, cette situation tragique ne s'est pas développée sans le concours actif des puissances impérialistes et de leurs alliés – qui, même s'ils préfèrent l'« ordre » des dictatures, n'en choisissent pas moins, en dernière analyse, le déchaînement de la barbarie pour étouffer la révolution.

¹ Ces développements, notamment au Maroc et en Algérie, requerraient une analyse particulière qui ne peut être l'objet de cet article.

L'intervention impérialiste en Libye : premier coup de massue contre la vague révolutionnaire

C'est ainsi la volonté acharnée de réaffirmer l'emprise des puissances impérialistes sur l'Afrique du Nord qui s'est exprimée en Libye, au printemps et à l'été 2011. Avant l'irruption des masses d'Afrique du Nord, ces puissances avaient renoué depuis fort longtemps des relations étroites avec le régime de Kadhafi : en 2010, un représentant du dictateur avait ainsi été admis par une large majorité d'États-membres de l'ONU à siéger... au sein du « conseil des droits de l'homme » de cette instance. Sarkozy s'était, pour sa part, illustré en allant jusqu'à accueillir cordialement Kadhafi à l'Élysée en 2007.

Mais en mars 2011, stupéfaits par la chute fulgurante de Ben Ali et Moubarak, les impérialistes observaient avec inquiétude la vague insurrectionnelle qui mettait à mal leur tutelle sur toute la région. Les événements de Tunisie et d'Égypte avaient en outre jeté une lumière cruelle sur la réalité de cette tutelle, avec des répercussions jusqu'au sein des métropoles (telle l'éviction par Fillon et Sarkozy de leur ex-ministre Alliot-Marie). Il fallait intervenir, frapper le maillon faible pour donner le change et réaffirmer la tutelle impérialiste sur cette région.

Avant d'organiser leurs bombardements sur la Libye, les puissances impérialistes ont patiemment attendu que l'insurrection, partie de la jeunesse de Benghazi, fût littéralement écrasée – les chars de Kadhafi entrant dans la ville après avoir éteint les autres foyers (voir la déclaration publiée dans *CPS* n°43). Ce n'est qu'alors que Washington, Londres et Paris - Sarkozy en tête – ont lâché un tapis de bombes, après avoir désigné comme « représentation légitime du peuple libyen » un « Conseil National de Transition » constitué d'anciens caciques de la dictature².

Sarkozy jurait ses grands dieux qu'il s'agissait strictement d'appliquer la sacro-sainte résolution de l'ONU qui cautionnait cette forfaiture, en se limitant à la création d'une « zone d'exclusion aérienne » et à des frappes « ciblées ». Mais l'impérialisme français a fait ce qu'il a voulu : « *La France a parachuté des armes aux rebelles libyens* », révélait *Le Figaro* du 28/6/2011. Voilà ce qu'il en est du « droit international » : une liasse de papier dont les pires brigands - ceux qui disposent du plus grand nombre d'armes – disposent à leur guise pour « justifier » leur brigandage.

2 Rappelons-le : dès le début de cette intervention, les militants regroupés autour de *CPS* l'ont dénoncée et s'y sont opposés sans équivoque, à la mesure de leurs forces. Ils se sont heurtés, en cela, à une véritable opération d'union nationale autour de Sarkozy, soutenue tant par les dirigeants du PS et par Mélenchon que par le silence complice des dirigeants syndicaux, et jusqu'aux dirigeants du NPA et du POI : en mai 2011, tous sans exclusive s'opposaient encore à l'exigence de l'arrêt immédiat et sans condition de l'intervention impérialiste en Libye, défendue au Conseil National de la FSU par les militants du courant Front Unique (v la *Lettre de liaison* n°185, <http://www.frontunique.com>)

Un nouvel Irak à la mesure de Sarkozy et Cameron

Mais, nous dira-t-on, il s'agissait de livraisons d'armes aux « insurgés », de soutien à la « révolution libyenne »... Penchons-nous donc de plus près sur la nature de ces « révolutionnaires » à qui Sarkozy et consorts ont si libéralement distribué leurs engins de mort.

On peut le mesurer aujourd'hui : Kadhafi n'a été liquidé que pour céder la place à une myriade de clones au petit pied, disséminés dans les moindres recoins du pays et de la capitale – chefs de guerre tribaux ou islamistes en pagaille : « *Cinq ou six katibas (brigades) tiennent aujourd'hui Tripoli, attendant la grande explication. Au total, cela fait 50 000 thowars (insurgés, ndlr) armés, auxquels s'ajoutent près de 40 000 détenus libérés par Kadhafi.* » (*Valeurs actuelles*, 12/01/2012). En mars 2012, inspectant les travaux finis, l'ONU rendait un rapport sur les crimes commis par ces « insurgés » : « *exécutions sommaires, tortures, disparitions forcées, attaques indiscriminées et pillages* », auxquels il faudrait ajouter règlements de comptes tribaux et crimes racistes contre les ouvriers venus d'Afrique subsaharienne. C'est cette gabegie qu'a armée et appuyée la clique de l'OTAN.

Le CNT libyen n'a, lui, contribué à la chute du dictateur... qu'en faisant exécuter pendant l'été son propre chef militaire, suspecté de lui faire de l'ombre. Le « gouvernement » libyen ne dispose ni d'une armée régulière, ni même d'une police en état de fonctionnement. C'est pour raffermir son emprise sur les milices

réactionnaires que le CNT annonçait, en octobre, sa volonté de rétablir la « charia » - revenant sur la monogamie et le droit au divorce. Une attaque contre les droits des femmes qui ne devait pas empêcher la Libye de réintégrer le « Conseil des droits de l'homme » de l'ONU, un mois plus tard...

Dans les faits, le CNT ne contrôle ni ne « représente » grand chose : tandis que la Tripolitaine est livrée à la vindicte de chefs de guerre rivaux, en Cyrénaïque s'est affirmée à son grand dam la volonté séparatiste des tribus locales, en février-mars 2012. Le soutien des impérialistes, seul, permet au CNT de prétendre à l'exercice du « pouvoir ». Aucun des traits réactionnaires du régime de Kadhafi n'a été mis à mal par l'intervention impérialiste et ses fantoches, au contraire. Et il est encore un « acquis » de l'ère Kadhafi que la clique de l'OTAN aimerait voir abolir : la nationalisation des hydrocarbures.

Mais le précédent de l'Irak nous permet de voir qu'il y a loin de la coupe aux lèvres : car c'est précisément un nouvel Irak, aux proportions d'un petit Bush nommé Sarkozy, qui a été créé en Libye par la coalition impérialiste. Un chaos foisonnant d'armes et de bandes criminelles qui menace de déstabiliser les pays voisins.

La seule leçon, amère, qui peut être tirée de cette aventure : jamais, nulle part, en aucune circonstance, un « printemps populaire » ne peut germer sous les bottes impérialistes.

La Syrie : entre le marteau de la dictature...

Cette leçon doit être rappelée avec insistance, à l'heure où, peu sujets aux remords, les brigands impérialistes s'activent autour de la Syrie. Avec en tête de proue l'inénarrable Bernard-Henry Lévy : « *Il faut, maintenant, une intervention en Syrie (...) Car il y a, aujourd'hui, un nouveau Benghazi* » (*Le Point*, 1/3/2012).

Au début du mois de février 2012, le régime criminel de Bachar Al Assad, vertébré par le parti « panarabiste » Baath et un appareil d'État fort de plus d'un million d'hommes, organisait un véritable siège contre Homs, la troisième ville du pays. Le 3 février, des manifestations étaient réprimées par des tirs de chars et de mortiers, inaugurant une série de massacres. Puis, le 14, était révélé le pilonnage d'un quartier populaire de la ville, Baba Amr, qui durera plusieurs semaines. La ville était vidée de ses habitants, 80% de la population se voyant contrainte de trouver refuge ailleurs : des dizaines de milliers de réfugiés affluaient vers la Turquie ou le Liban voisins.

Quand bien même l'insurrection syrienne n'a jamais pris la forme d'un mouvement prolétarien, il n'est pas anodin de rappeler que Homs est la principale ville industrielle de Syrie, le quartier de Baba Amr une concentration

populaire : ainsi, c'est une loi de la contre-révolution que la classe ouvrière paie toujours le tribut de sang le plus lourd, lorsqu'échoue ou piétine un soulèvement populaire.

À la suite de Homs, d'autres villes du pays subissent des pilonnages intensifs, telles Idleb ou encore Hama, qui fut en 1982 le berceau d'une insurrection armée, islamiste, écrasée dans le sang. Les échos sourdent de partout de massacres barbares : exécutions sommaires, meurtres sur des bases « ethniques » ou communautaires, terreur de masse...

L'« anniversaire » de l'insurrection syrienne contre le régime baathiste, commencée en mars 2011, est donc marqué par le franchissement d'une nouvelle étape dans la répression qui s'abat contre la population du pays : aux snipers, milices (« chabiha »), rafles et quadrillages à l'oeuvre depuis des mois, le régime d'Al Assad ajoute le bombardement massif de zones d'habitation entières. Pourtant, dès février, toutes les estimations du nombre de victimes de la répression depuis le printemps 2011 se chiffraient déjà en milliers : certaines prétendent, depuis, que le chiffre de 10 000 victimes a été franchi.

...et l'enclume impérialiste

Il ne faudrait pourtant pas en déduire que les gesticulations impérialistes autour de la Syrie devraient être considérées avec sympathie.

Certes, depuis des mois, se succèdent à Washington et Paris les « condamnations » des « violences » du régime d'Al Assad. Certes, Obama et Sarkozy ont beau jeu de

fustiger l'« obstruction » de la Russie et de la Chine à ces condamnations formelles, au sein de l'ONU. Certes, l'ONU a fini par adopter le « plan Annan » qui préconise un arrêt des « hostilités » - ce qui revient in fine à reconnaître les groupes armés organisant des attentats contre le régime. Mais, lors de la dernière conférence des

« amis » autoproclamés de la Syrie, au début du mois d'avril à Istanbul, Hillary Clinton réfrénait encore les ardeurs bellicistes de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie en s'opposant à toute décision d'armement des « rebelles » - le « Conseil National Syrien », constitué sur le modèle libyen, et son « Armée Syrienne Libre ».

Pourquoi cette valse-hésitation ? C'est que l'impérialisme américain hésite quant à la meilleure façon de « rétablir l'ordre » en Syrie : l'hypothèse d'une intervention directe des puissances impérialistes n'est sérieusement évoquée par personne, tant elle reviendrait à renouveler et à décupler le précédent irakien. Washington n'a pas encore écarté la possibilité que la dictature syrienne ne parvienne à écraser pour de bon le mouvement des masses - ce qui ne serait pas forcément pour lui déplaire.

Rappelons qu'en 1991, la « guerre du Golfe » contre l'Irak s'était arrêtée pour laisser au régime de Saddam Hussein les chars nécessaires pour écraser les soulèvements chiite et kurde dans le pays. Un Bachar Al Assad affaibli, beaucoup plus malléable, mais encore en place : voilà ce qui serait la meilleure option pour Washington et Tel Aviv. Certainement pas le soutien à une insurrection populaire.

L'hypothèse d'un soutien massif aux « insurgés syriens » - ceux que l'impérialisme a préalablement désignés comme tels - reste néanmoins posée comme dernier recours, au cas où le régime syrien ne parviendrait pas à écraser pour de bon l'insurrection qui secoue depuis des mois de larges régions du pays. Du point de vue révolutionnaire, il s'agirait alors, de toute manière, d'un coup de grâce porté au mouvement des masses.

Le CNS et l'ASL, produits de l'impasse politique des masses syriennes

En effet, c'est du fait de l'incapacité du mouvement des masses syriennes à s'organiser et à se structurer sur un terrain de classe qu'ont procédé la création du « Conseil National Syrien » et celle de l'« Armée Syrienne Libre » - tous deux hors de contrôle des masses syriennes et subordonnés à l'impérialisme.

C'est un fait : jamais, malgré plus d'un an de développement, l'insurrection syrienne n'est parvenue à s'étendre uniformément aux larges masses du pays. Ni Alep, ni Damas - les deux principales villes de Syrie - n'ont véritablement rejoint l'insurrection. Non que les raisons d'un soulèvement général ne fussent réunies - la « libéralisation » relative de l'économie sous Bachar Al Assad s'étant accompagnée d'un cortège de coups durs pour les masses - mais les conditions politiques y sont terriblement défavorables.

Les « syndicats » officiels sont ainsi de simples courroies de transmission de la dictature ; les restes divisés du parti communiste syrien, qui fut jusqu'aux années 1950 le plus puissant du Proche-Orient, sont en majorité intégrés au régime du Baath, que le stalinisme a porté sur les fonts baptismaux. Ce qui tient lieu d'« opposition de gauche » au régime syrien est une cacophonie d'anciens cadres « nationalistes », ex-staliniens ou « libéraux » sans base de

masse - à quoi il faut ajouter les nationalistes kurdes, également réprimés en Iran et en Turquie.

C'est donc les Frères Musulmans qui ont occupé, historiquement, en 1965 comme en 1982, le rôle de principale opposition - une opposition réactionnaire, aussi fermée sur le plan religieux qu'« ouverte » à la libéralisation économique, exacerbant les tensions communautaires au sein du pays. Les minorités chrétienne et alaouite (communauté dont est issu le clan Assad) rechignent de fait à remettre en cause le régime, par crainte d'une dictature religieuse.

Les manifestations de 2011-2012 n'ont jamais, il est vrai, été dirigées par la confrérie islamiste : mais le fait est qu'aucune direction solide n'en a émergé. Les « Comités Locaux de Coordination » qui organisent ces manifestations sont énigmatiques - coordinations de fait plutôt que dirigeants élus. Les journées de « grève générale » qui ont été appelées dans le pays n'ont jamais pris la forme de grèves ouvrières : aucun processus d'organisation du prolétariat syrien, qui eût permis de faire basculer la situation, n'a surgi. Les manifestations se sont cantonnées à la glaçante répétition de cortèges avançant les mains nues vers l'abattoir, sans autre perspective que l'exaltation des « martyrs » et l'invocation d'Allah.

Des coquilles vides que la boue vient remplir

Sur ce magma, la très démocratique Arabie Saoudite tente de greffer le CNS, organisation constituée à l'extérieur de la Syrie, proclamée officiellement à Istanbul sous l'égide du gouvernement Erdogan et vertébrée par les Frères Musulmans. Le rejet de cette tutelle islamiste et impérialiste a rapidement conduit plusieurs membres de ce « conseil » - kurdes, « libéraux » - à scissionner. L'opposition « intérieure » est, elle, regroupée au sein d'une autre structure, le Comité National pour le Changement Démocratique (CNCD), hostile à toute « militarisation »... mais qui cherche le salut ailleurs que dans le mouvement des masses. Un de ces « opposants », Michel Kilo, présentait son orientation au *Figaro* : « *L'opposition syrienne doit coopérer avec les Russes* » (5/4/2012). Unie sur l'objectif de chasser Bachar, l'opposition syrienne est divisée sur tout le reste.

Le dirigeant du CNS, Burhan Ghalioun, a lui-même illustré son absence de tout lien réel avec l'insurrection en révélant qu'il avait appris sa nomination par la télévision : « *J'ai été surpris comme beaucoup d'autres ce 29 août par l'annonce sur la chaîne Al-Jazira de ma désignation comme président d'un Conseil national de transition* » (communiqué publié par SouriaHourria, 29/8/2011).

Les véritables démiurges de cette coquille vide sont l'Arabie Saoudite et le Qatar, qui ont obtenu de leurs poulains tunisiens, puis de leur allié turc, la convocation de deux conférences des « amis de la Syrie » à Tunis et à Istanbul, en février et mars 2012. La reconnaissance du CNS comme « représentant légitime du peuple syrien » y a été décidée. L'Arabie Saoudite a également décidé de rémunérer directement les miliciens de l'« Armée Syrienne Libre »... tandis que des articles de presse

étaient des rumeurs de livraisons d'armes, via l'Irak ou la Turquie, aux milices anti-Assad et à l'ASL.

L'« Armée Syrienne Libre » a été officiellement proclamée en septembre 2011 : loin d'exprimer la fraternisation de détachements militaires avec l'insurrection – les milliers de déserteurs et quelques officiers ayant fui un à un leurs détachements – elle s'est affirmée d'emblée comme une projection de l'impérialisme. Son programme : « *s'accaparer une portion du territoire dans le nord de la Syrie, s'assurer une protection internationale sous la forme d'une zone d'exclusion aérienne, se procurer des armes auprès des pays amis et lancer une opération de grande envergure pour renverser le gouvernement Al-Assad, sur le modèle de la révolution libyenne* » (*Washington Post*, 26/9/2011). En novembre, l'ASL a « reconnu » la direction politique du CNS.

Dans les faits, cette « armée » pourrait bien n'être qu'une ombrelle de pacotille, couvrant des milices agissant à leur guise sous prétexte de lutter contre la dictature. Au point qu'une organisation comme *Human Rights Watch* – ou la « mission d'observation » dépêchée par la Ligue Arabe début 2012, dont Riyad s'est empressé d'enterrer le rapport – a mis en cause de telles milices dans l'organisation d'enlèvements, exécutions sommaires, rackets et attentats, frappant les civils, notamment les Chrétiens ou les Alaouites (communiqué HRW du 20/3/2012).

Que donnerait, dès lors, une Syrie « débarrassée » de la dictature par la force des armes impérialistes et des pétrodollars ? Rien de plus que ce qui peut déjà être observé en Irak, en Afghanistan ou en Libye : le chaos, la gabegie, la guerre civile. Inutile de préciser que la première tâche de tout révolutionnaire est de combattre toutes les manoeuvres impérialistes autour de la Syrie.

La péninsule Arabique, centre organisateur de la contre-révolution

Les développements qui précèdent tendent à faire ressortir cette idée : l'Arabie Saoudite et le Qatar, bastions de la réaction politique et cléricale, tendent aujourd'hui à jouer un rôle moteur dans la contre-révolution en cours en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient.

En février-mars 2011, même la péninsule avait été atteinte par la vague révolutionnaire partie de Tunis et du Caire : tandis que le Yémen, maillon faible de la péninsule, était profondément secoué, l'île de Bahreïn connaissait une importante mobilisation contre le pouvoir en place. L'Arabie Saoudite dépêchait en mars 2011 plusieurs détachements militaires pour écraser cette révolte, sous le regard approbateur des officiers de la Ve flotte américaine. Forte de cet « exploit » sanglant, le régime de Riyad entend peser de tout son poids et pose au champion de la « transition démocratique »... pour resserrer à son avantage l'étau de la réaction sur toute l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. La monarchie wahhabite repose sur un socle solide : une énorme rente pétrolière, un régime fascisant à base religieuse et un prolétariat quasi-exclusivement immigré, taillable et corvéable à merci.

C'est ce royaume « ami » de Washington qui finance, dans le monde entier, une kyrielle de *madrassas* (écoles coraniques) d'où sont issues les pires mouvances réactionnaires.

À ses côtés, le Qatar, jeune puissance financière assise sur sa rente pétrolière, monte en puissance. La principauté, siège de la chaîne *Al Jazira* qui lui tient lieu d'agence de propagande, héberge ainsi depuis peu une délégation des Talibans, servant d'intermédiaire entre ces derniers et Washington dans les tentatives de règlement de la situation afghane. Ce qui ne l'empêche nullement de se targuer de relations cordiales avec l'État d'Israël, ou d'être devenu via Ennahdha l'« actionnaire majoritaire » du nouveau gouvernement tunisien.

Dans le sillage de l'Arabie Saoudite et du Qatar, s'est ainsi renforcé l'axe de l'islamisme sunnite : du Maroc à l'Égypte, de la Tunisie à la Syrie, des « modérés » aux salafistes. Il n'est pas jusqu'au Hamas palestinien qui ne se soit, récemment, retourné contre son ancien protecteur syrien, en dénonçant la répression exercée par Bachar Al Assad de façon spectaculaire.

Une leçon en négatif : le rôle de la classe ouvrière organisée

Libye, péninsule Arabique, Syrie : il existe un point commun aux développements politiques observés dans ces trois secteurs. C'est qu'y a manqué l'élément qui aurait permis que les dictatures fussent renversées : la jonction de la classe ouvrière organisée, sur son propre terrain, ses propres revendications et aspirations, et de l'insurrection partie de la jeunesse. Le fait est que dans les deux premiers cas au moins, une telle jonction ne pouvait avoir lieu – le prolétariat y étant essentiellement constitué par la main-d'oeuvre immigrée. En Syrie, l'incapacité pour la classe ouvrière de s'engager dans une lutte de classe significative s'avère chaque jour un peu plus fatale pour l'insurrection. Le bilan des insurrections libyenne,

bahreïnienne ou syrienne illustre en négatif ce qui s'était exprimé sous une forme positive en Tunisie et en Égypte.

Faute du cadre structurant et unifiant apporté par la classe ouvrière organisée, la voie est ouverte au chaos, à la gabegie communautaire, raciste, religieuse, aux milices, au terrorisme et au gangstérisme. De cette manière tragique est réaffirmé ce principe : la classe ouvrière, seule classe fondamentalement révolutionnaire, est la seule force progressiste à l'échelle historique, la seule dont l'engagement peut permettre, à notre époque impérialiste, d'apporter une réponse positive aux aspirations humaines fondamentales. L'issue de la vague insurrectionnelle se concentre aujourd'hui en Tunisie et en Égypte.

Tunisie, Égypte : comment la contre-révolution s'organise

L'échec et le reflux de la vague révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pèsent sur les prolétariats de Tunisie et d'Égypte, avant-garde de la révolution, et les isolent, tandis que se consolide partout l'axe de la contre-révolution. Le rapport de forces entre les classes a profondément changé : l'heure est au développement

contre les masses d'une offensive réactionnaire. Chacune à leur manière, les forces réactionnaires sorties des « urnes » s'adosent aux appareils d'État dictatoriaux, à leurs parrains saoudiens et qataris, aux puissances impérialistes pour mener cette offensive.

Le « partenariat » de Deauville : programme économique de la réaction

Dès le mois de mai 2011, lors du G8 de Deauville, les gouvernements provisoires égyptien et tunisien s'étaient accordés avec les puissances impérialistes sur ce que devait être le programme économique des deux pays : la poursuite et l'approfondissement des politiques de Ben Ali et Moubarak, aux mêmes conditions.

Akram Belkaïd, dans le *Monde Diplomatique* d'octobre 2011 expliquait : « Lors de la réunion du G8 à Deauville, les 26 et 27 mai 2011, les pays les plus riches de la planète ont certes promis 20 milliards de dollars (14,7 milliards d'euros) sur deux ans à l'Égypte et à la Tunisie, mais ce montant comprend essentiellement des prêts déjà programmés avant la révolution. »

14,7 milliards d'euros de prêts, cela constitue quasiment l'équivalent de la dette extérieure que la Tunisie a accumulée en vingt ans (plus de 30 milliards de dinars). C'est aussi plus de la moitié de la dette extérieure égyptienne (30 milliards de dollars en 2011). Autant dire que ces dettes seraient considérablement accrues, en un laps de temps relativement court. Ces prétendues « dettes », les masses tunisiennes et égyptiennes les ont pourtant déjà payées.

De 1990 à 2008, la Tunisie a versé plus de 38 milliards de dinars à ses créanciers. Le service de la dette, qui a triplé pendant cette période, constitue la base d'un pillage permanent du pays au profit des métropoles impérialistes : la Tunisie rembourse toujours plus, à un taux toujours plus élevé, alors que son endettement ne cesse de s'accroître. Dès 2008, la part de la dette dans le budget équivalait aux trois quarts du budget de l'enseignement public et à près de quatre fois le budget de la santé. Il faut dire que Ben Ali a porté de durs coups à ces services publics pendant la même période (« *Quel rôle joue la dette extérieure de la Tunisie ?* », Fathi Chamkhi, CADTM, 20/6/2010).

Il en est de même pour l'Égypte : les années Moubarak ont été marquées par des privatisations massives, des licenciements de masse, la destruction méthodique des systèmes d'éducation et de santé, la contre-réforme agraire, la liquidation des garanties et droits les plus élémentaires pour les travailleurs. Tout cela, au nom d'une « libéralisation » de l'économie appuyée sur l'endettement – paravent d'un véritable pillage de l'économie égyptienne par les puissances impérialistes et par leurs alliés.

Une contre-révolution en soi

C'est contre les conséquences de cette politique, contre les conséquences de la crise, que les masses tunisiennes et égyptiennes se sont engagées en janvier-février 2011. L'accord de Deauville revient avant tout à reconnaître les « dettes » des dictateurs, au prix du sang et de la misère pour les peuples. Il conduit, en outre, à les approfondir sensiblement. C'est une contre-révolution en soi.

Mais encore : la Tunisie et l'Égypte sont invitées à solliciter le concours d'investisseurs privés, au prix de « Partenariats Public-Privé », selon le *Monde Diplomatique* déjà cité : « *Le principe ? Une entreprise privée financerait, construirait, puis exploiterait un service public (eau, énergie, santé...) pour le compte de l'État ou de ses collectivités : une privatisation, fût-elle temporaire, qui ne dit pas son nom.* ». Une forme,

également, d'endettement masqué, de pillage planifié des comptes publics – donc des masses – pour des années, voire des décennies. Ce processus est déjà largement engagé.

Pour attirer ces « investisseurs », il faudrait encore procéder à la privatisation de tout ce qui peut l'être. Précisément, l'année 2012 devrait permettre au nouvel exécutif tunisien de s'en donner à cœur joie avec le transfert vers l'État des biens confisqués à Ben Ali et consorts – tandis que le pouvoir égyptien entend poursuivre le travail de sape mené par Moubarak pendant près de 30 ans. Il faut « seulement », pour y parvenir sans accroc, surmonter une toute petite difficulté : la résistance des masses.

Sous le gouvernement Marzouki-Jebali, la grande braderie tunisienne continue

La mise en oeuvre du « partenariat » de Deauville est bien engagée. Le 10 septembre 2011, un mois et demi avant les élections, le gouvernement Essebsi adoptait un « plan jasmin économique et social » qui engageait la Tunisie pour 5 ans, financé à hauteur de 30% par la dette extérieure. L'exécutif tunisien issu des élections n'a pas sourcillé avant de s'engager dans la voie tracée par son prédécesseur : la loi de finances 2012, votée en catastrophe par l'« Assemblée Constituante », repose effectivement à 30% sur l'endettement.

Les bailleurs de fonds impérialistes peuvent revenir en Tunisie comme en terrain conquis, pour y négocier les

mêmes « affaires » qu'ils négociaient sous Ben Ali. *Le Figaro* nous apprenait ainsi, à l'occasion d'une visite de Juppé à Tunis, le 6 janvier : « *En avril dernier, le ministre avait annoncé une aide française de 350 millions d'euros, via l'Agence française de développement, dont 180 millions ont été décaissés. L'appui financier de l'Union européenne a également été activé de même que celui prévu par le G8 dans le cadre du Partenariat de Deauville.* »

Dans cette débauche de « générosité » lucrative, les grands groupes ne sont pas en reste – tel Coca-Cola qui s'occupe désormais en Tunisie... de développer l'accès à l'eau

potable : « *La participation de Coca-Cola dans ce projet est une occasion pour démontrer l'effet positif des partenariats public-privé* » (TunisMarkets, 25/3/2012). Un « effet positif » que les masses tunisiennes vont devoir payer bien cher ! Car, dès lors que l'État tunisien reconnaît la « dette » de Ben Ali et en contracte de nouvelles, le voilà littéralement « vendu » aux grandes puissances – contraint d'octroyer le « marché » des services publics aux vautours impérialistes.

Il en va de même des biens arrachés au clan Ben Ali-Trabelsi, que le gouvernement tunisien distribue libéralement : « *Cheik Salah El Kamel, fondateur du*

Groupe El Baraka, vient de récupérer 86 hectares, dans la région du Lac (...) Seulement, il s'agit là, nous disent plusieurs avocats, d'une décision politique et non d'une sentence, prononcée dans les tribunaux du pays. (...) *En fait, loin d'être assujéti aux lenteurs de la machine judiciaire (...)* cheik Salah El Kamel obtient gain de cause à la vitesse de l'éclair. Par la grâce de la main du prince. » (DirectInfo, 18/3/2012). Restitution de biens à leur « propriétaire légitime » ? Non ! Ces biens appartiennent au peuple tunisien, qui les a arrachés au prix du sang.

En Égypte : union sacrée autour des privatisations

En Égypte, la poursuite de la politique menée sous Moubarak est d'autant plus aisée que les « élections »-bidon de décembre et janvier dernier ne permettant pas, même aux « vainqueurs » - Frères Musulmans et salafistes –, de former un gouvernement émanant du Parlement-croupion. Derrière la façade parlementaire toute neuve, les « affaires » continuent comme avant.

En plein milieu des élections, le premier ministre égyptien rappelait d'ailleurs son empressement à accroître l'endettement du pays : « *Le premier ministre a reçu les ambassadeurs des pays du G8 pour évoquer les besoins économiques urgents de l'Égypte et ce que ces pays peuvent faire dans le cadre du partenariat de Deauville.* » (Le Figaro, 26/12/2011).

Depuis, le poison de la dette se déverse allègrement dans les veines ouvertes de l'Égypte. Un exemple récent : « *Le gouvernement d'Égypte espère finaliser [sa demande de]*

prêt de 3,2 milliards de dollars [auprès du FMI, ndr] d'ici au 15 mai, un mouvement (...) vital pour l'aider à surmonter un manque de 10-11 milliards de dollars au cours des prochains 18 mois. », démarche approuvée par les Frères Musulmans (Ahrām Online, 12/4/2012).

Autant dire que la confrérie ne se démarque nullement des militaires – à témoin le choix récent du candidat islamiste pour les élections présidentielles à venir : Khairat Al Shater, « *un baron d'industrie multimillionnaire* » et « *un solide avocat des privatisations* » allant jusqu'à déclarer que son parti pourrait « *bénéficier des décisions économiques antérieures. Il y en a eu de bonnes dans le passé...* Rachid Mohamed Rachid [le ministre de l'économie sous Moubarak, ndr] *savait comment attirer les investisseurs étrangers.* »... (Avi Asher-Shapiro, *The GOP Brotherhood of Egypt*, 26/1/2012).

Comment les « révolutionnaires » égyptiens ont colmaté la brèche révolutionnaire

Pourtant, l'entourloupe des « élections » législatives n'était pas passée sans accroc : une avant-garde significative s'était mobilisée pour tenter de les boycotter (voir CPS n°45). En l'espace de quelques mois, le régime égyptien est parvenu à renforcer considérablement son autorité mise à mal par la chute de Moubarak. Avec le concours actif des coalitions prétendument « révolutionnaires ».

Les élections législatives étaient à peine terminées, l'« état d'urgence » formellement levé qu'avait lieu dans un stade de Port Saïd, le 1er février, un massacre : des dizaines de supporters mouraient par la suite d'affrontements qu'ils avaient tenté de fuir... s'écrasant sur des issues de secours barrées ou grillagées. Immédiatement, la jeunesse égyptienne accusait le CSFA (Conseil suprême des forces armées) d'avoir monté de toutes pièces cette provocation.

Des manifestations de masse reprenaient dans les grandes villes du pays, sur le mot d'ordre d'en finir avec le CSFA – ponctuées de violents affrontements avec la police et les militaires.

Un jour plus tôt, les gros bras des Frères Musulmans organisaient encore une charge violente contre des manifestants, devant le nouveau parlement, et la confrérie islamiste lançait un appel aux militaires pour « *protéger l'Assemblée du Peuple et les autres institutions de l'État* » (Al Masry al Youm, 1/2/2012). C'est pourtant au profit de ce parlement de pantins, ultra-réactionnaire, que les coalitions dites « révolutionnaires » décidaient de dévoyer l'aspiration à en finir avec le CSFA : ils éteignaient un peu plus, ce faisant, les braises encore chaudes de l'insurrection commencée en novembre.

Génuflexion devant le parlement-croupion

Le 2 février, un appel était lancé par 29 partis et organisations, incluant, aux côtés de formations réactionnaires, la « Coalition des jeunes du 6 avril », les « Comités populaires pour la défense de la révolution », la « Coalition des jeunes révolutionnaires », l'« Union des jeunes de la révolution », le « Parti Socialiste d'Alliance Populaire » et jusqu'aux Socialistes-Révolutionnaires, organisation qui se réclame du trotskysme : il appelait « *l'Assemblée du Peuple nouvellement élue à assumer la responsabilité politique (...) réitérant que le conseil militaire devait transférer le pouvoir à une autorité civile*

immédiatement » (Ahrām Online, 2 février 2012). Résolution que ladite assemblée aurait été bien incapable de prendre, quand bien même elle l'aurait voulu.

Le 6 février, ces organisations obtenaient le concours de « Comités de travailleurs et d'étudiants » qui lançaient un appel à la grève générale pour le 11 février : mais, si l'initiative rencontrait un certain succès dans les universités, les travailleurs d'Égypte ne répondaient pas au coup de sonnette – et l'armée pouvait procéder, comme au « bon vieux temps », à un vaste déploiement anti-grèves dans tout le pays.

C'est que, dans la conscience des travailleurs, l'échec du mouvement vers la grève générale de septembre 2011, dont les dirigeants des « syndicats indépendants » portent la responsabilité, de même que l'échec des tentatives de boycott des élections pèsent à plein. En lieu et place d'une direction révolutionnaire, c'est un parlement de pantins qui a pris la place laissée vacante par le PND de Moubarak : une instance réactionnaire dans laquelle la fraction avancée du prolétariat n'investit ni espoirs, ni illusions. Mais les coalitions « révolutionnaires » ont, elles, apporté une nouvelle contribution au renforcement du régime :

Élections présidentielles : le clan Moubarak tente un retour en force...

Fort du succès remporté dans l'organisation des élections législatives, le CSFA tente désormais de pousser l'avantage.

Le 8 avril, prenait fin l'enregistrement des candidatures en vue des élections présidentielles égyptiennes, organisées comme de coutume sous la tutelle de l'armée. Une procédure que le conseil militaire entend superviser à sa guise : ainsi la candidature du salafiste Hazem Salah Abou Ismaïl est-elle mise en cause sous prétexte que sa mère aurait acquis la nationalité américaine. Mais encore : Omar Souleiman, chef de la Sécurité centrale sous Moubarak, a annoncé sa candidature au dernier moment, une « surprise » qu'il ne pouvait organiser sans le renfort

loin d'oeuvrer à démasquer la collusion des islamistes avec le conseil militaire, elles ont contribué à accorder aux premiers une certaine « légitimité » : la perspective révolutionnaire s'en éloigne d'autant. Un recul politique, au moins provisoire, a été imprimé dans la conscience du prolétariat et de la jeunesse – quand bien même des grèves revendicatives se poursuivent. Et le régime militaire à vernis islamiste n'entend nullement laisser aux travailleurs le droit de se mobiliser et de s'organiser.

de l'appareil d'État, puisque les signatures de 30 000 Égyptiens sont requises.

Pour les islamistes, c'est un véritable camouflet : Souleiman, qui présidait les négociations du régime égyptien avec Israël jusqu'à la chute de Moubarak, était aussi l'homme de la répression de toute opposition politique au dictateur. C'est que, pleinement satisfait du rôle joué par les islamistes dans le reflux des masses égyptiennes, le CSFA tente d'aller plus loin... et cherche désormais à contenir les islamistes. Une bataille politique est donc engagée, dans laquelle les parlementaires islamistes agitent l'interdiction de se présenter pour les représentants de l'ancien régime, face à des militaires qui entendent utiliser la « légalité » à leur guise.

...qui indique ce vers quoi conduit la « transition démocratique »

Mais, pour être aujourd'hui incertaine, l'opération Souleiman s'avère des plus instructives. Car les islamistes ont, dans la dernière période, facilité la tâche aux militaires : ils se sont aliénés toutes les autres composantes du parlement-croupion (chrétiens et libéraux). Mécontentes du poids que les Frères Musulmans et salafistes se sont octroyé au sein d'une « assemblée constituante » émanant de ce parlement, toutes ont opté pour le boycott, et s'inquiètent désormais d'un projet de constitution plus réactionnaire que celle de l'ancien régime.

Les « syndicats indépendants », qui comptaient sur l'instauration d'un « dialogue » avec les militaires et la liquidation de la « fédération » officielle (l'ETUF), font eux aussi les frais de leur politique : l'un de leurs représentants, Kamal Abbas, est ainsi poursuivi... pour avoir coupé la parole d'un représentant de l'ETUF, lors de la conférence internationale du travail de juin 2011 à Genève (*Labourstart*, 3/3/2012). Or, les islamistes,

profondément hostiles au droit de grève, ne diffèrent en rien du CSFA sur le plan de la répression anti-ouvrière.

L'armée divise, pour mieux régner, les valets qui se démènent pour obtenir un strapontin à ses côtés : ce faisant, le CSFA avance dans le sens d'une restauration pure et simple du régime dictatorial. Il faut en tirer les conclusions : les gesticulations sur le terrain de la « démocratie » octroyée, l'orientation proposant aux masses de choisir entre leurs ennemis lequel serait le plus « légitime », ne conduisent en dernière analyse qu'à la contre-révolution. Ce n'est certainement pas la défense des islamistes, ni la caution aux élections-bidon, qui peuvent permettre d'enrayer ce processus, quoiqu'il en soit des rebondissements à venir dans la prochaine période. Quant au « dialogue social » et à la reconnaissance des syndicats indépendants du régime, le CSFA entend bien s'en passer en définitive – quand bien même il en fait ponctuellement usage pour museler les masses.

En Tunisie : attaques contre l'UGTT, le droit de grève et de manifestation

À la fin du mois de février, en Tunisie, éclate un scandale significatif : dans de nombreux points du pays, les locaux de l'UGTT ont été la cible d'attaques allant du dépôt d'ordures aux tentatives d'incendie. La direction de l'Union elle-même en vient à dénoncer, à mots couverts, la responsabilité du gouvernement Marzouki-Jebali.

Ce n'est pas la première fois, en effet, que la centrale syndicale et les libertés démocratiques durement acquises – droit de grève, droit de manifestation – sont mises en cause dans le pays, depuis les élections d'octobre 2011. Dès le 18 novembre étaient engagées des poursuites pour

« corruption » contre l'ancien secrétaire général de l'UGTT, Abdessalam Jrad. Tentative dirigée en réalité contre l'indépendance syndicale vis-à-vis du pouvoir, qui capotait dès les premières menaces d'un appel à la grève générale émanant de l'Union.

Puis, le 3 décembre, plusieurs milliers d'islamistes – drapeaux d'Ennahdha et drapeaux salafistes mêlés – ont tenté de briser un petit sit-in devant le siège de l'« Assemblée Constituante » au Bardo (banlieue de Tunis). Initiative ramenée à ses justes proportions de poussière humaine par l'afflux, les jours suivants, de

milliers de travailleurs et étudiants au secours du sit-in – l'UGTT ayant été appelée à la rescousse. Ennahdha, une fois de plus, a dû faire volte-face en rejetant toute responsabilité dans cet événement.

Le 25 février, une manifestation en défense de l'UGTT, appelée dans l'urgence, rassemble 6 000 manifestants dans le centre de la capitale, l'équivalent de près de 40 000 manifestants à Paris: les participants débordent le cadre posé par la direction syndicale et envahissent l'avenue Bourguiba, scandant « Démission, démission,

gouvernement collabo » et tentant de se rendre vers le ministère de l'Intérieur. Ils tentent de renouer l'expérience de la manifestation du 14 janvier 2011, jour où Ben Ali a été chassé. Dans les jours qui suivent, d'autres manifestations ont lieu dans le pays : à Sfax, un commando de militants « salafistes » parti à l'assaut du local syndical est repoussé manu militari par un service d'ordre constitué de syndicalistes et de jeunes, sous un slogan significatif : « *La barbe vous va bien, RCDistes !* » (*Kapitalis*, 11/3/2012).

La direction de l'UGTT esquive l'affrontement

Cependant, rompre avec le gouvernement Marzouki-Jebali et organiser le combat contre lui est une ligne rouge que la direction syndicale bureaucratique ne veut pas franchir : malgré l'aspiration profonde exprimée par les manifestants, elle se cantonne à « exiger » des enquêtes et des mesures policières pour « protéger » les libertés démocratiques – autrement dit, elle demande au gouvernement et à l'appareil d'État, inchangé depuis Ben Ali, qu'ils renvoient leurs propres chiens à la niche.

Pire : elle s'associe à l'organisation patronale, l'UTICA, pour lancer un vigoureux plaidoyer en faveur du « dialogue social ». Or, ce sont précisément les fruits pourris de ce « dialogue » - les « accords »-bidon conclus avec le gouvernement précédent – qui constituent le point

de départ de l'affrontement : les attaques contre les locaux de l'UGTT visaient un mouvement de grève des éboueurs municipaux, réclamant leur titularisation promise des mois plus tôt. Cette grève ne prenait fin que pour voir lui succéder celle des agents portuaires de tout le pays, sur des revendications similaires.

On le sait, les « accords conclus » n'ont servi au précédent gouvernement provisoire qu'à cadener le prolétariat pour mieux préparer la « transition électorale ». Une fois parvenu au pouvoir, le gouvernement Marzouki-Jebali n'entend nullement appliquer ces accords, et prépare au contraire une nouvelle série de coups contre les travailleurs et la jeunesse.

L'objectif du gouvernement Marzouki-Jebali : porter de nouveaux coups aux masses

Qu'on en juge : dès décembre 2011, le projet de budget prévoyait d'amputer le traitement des fonctionnaires de quatre jours de rémunération par an : une mesure qui n'a été transformée en « contribution volontaire » que parce que l'UGTT, en congrès au même moment, s'y est opposée publiquement.

Dans l'enseignement a été confirmé l'abandon définitif du CAPES, à la demande des syndicats eux-mêmes. Le concours, transformé en entourloupe clientéliste du temps de Ben Ali, avait certes mauvaise presse... mais sa suppression n'augure rien de bon en matière de recrutement et de statuts pour les futurs enseignants !

Autre exemple : « *Le gouvernement Jebali pense sérieusement supprimer la prime de chômage.* » (*Investir en Tunisie*, 16/3/2012). Ladite « prime » ne concerne pourtant que 20% des 800 000 chômeurs que compte aujourd'hui le pays, où le chômage s'accroît...

Dans le secteur de la santé publique, mis à mal sous Ben Ali, les agressions de familles désespérées se multiplient contre les personnels hospitaliers, incapables de répondre à la demande de soins. Mais le gouvernement Marzouki-

Jebali refuse toute prise en charge des milliers de victimes de la répression sous Ben Ali – certains ayant déjà succombé à leurs blessures.

Et les femmes sont, évidemment, en première place dans la ligne de mire des islamistes : c'est une des significations du projet d'imposer « la charia » dans le projet de constitution tunisienne. Ennahdha s'oppose ainsi à toute allocation aux mères célibataires : « *J'ai honte devant les autres pays arabes quand je vois un peuple arabo-musulman essayant de justifier les femmes qui ont péché (...). Éthiquement, elles n'ont pas le droit d'exister.* » (Souad Abderrahim, tête de liste féminine d'Ennahdha, RMC Doualya, 9/11/2011)

La « dette » de Ben Ali, son accroissement au travers du « partenariat de Deauville » ont un coût : il s'agit, pour le gouvernement Marzouki-Jebali, de faire payer les travailleurs et la jeunesse en frappant indistinctement tous leurs acquis en termes de salaires, de statuts, de droit à l'éducation et à la santé, de protection contre le chômage et la misère. Pour faire passer de telles mesures, il faut, assurément, parvenir à briser la résistance des masses.

L'UGTT repart pour un tour de « dialogue social »... et le gouvernement interdit les manifestations

Le 28 mars, le nouveau secrétaire général de l'UGTT Houssin Abbassi rencontre le premier ministre Jebali et lui offre le moyen de colmater la brèche ouverte un mois plus tôt : malgré le « non-respect des accords conclus », l'Union s'engage à participer à une nouvelle série de négociations sociales pour un an, à partir de mai. Pourtant, au moment même où il referme de nouveau le verrou du « dialogue social » sur la lutte des classes, le gouvernement s'engage dans une nouvelle opération contre les libertés démocratiques.

Le 25, avait été autorisée la tenue de deux manifestations conjointes sur l'avenue Habib Bourguiba : une manifestation théâtrale... et un rassemblement de salafistes. Ces derniers, à quelques dizaines de mètres du ministère de l'Intérieur, s'attaquaient aux artistes et à leur public et saccageaient leur matériel, ainsi que plusieurs cafés avoisinants. Puis ils scandaient des slogans dirigés ouvertement contre la communauté juive de Tunisie. Réaction dudit ministère ? L'interdiction de tout

rassemblement sur l'avenue Bourguiba, centre symbolique de la révolution tunisienne, jusqu'à nouvel ordre.

Début avril, la police veillait scrupuleusement à appliquer cette décision – jamais publiée – en matraquant méthodiquement un rassemblement de chômeurs, le 7,

puis une manifestation du 9 avril pour l'anniversaire des martyrs... de la lutte contre le colonialisme.

La direction de l'UGTT, contrainte de réagir, le faisait mollement, en appelant à une grande manifestation... le 1er mai, sur la ligne d'« exiger une enquête sur les responsabilités » dans la répression !

Les salafistes, un fascisme en germe

Mais l'épisode de l'avenue Bourguiba et les attaques contre l'UGTT attirent l'attention sur les meutes salafistes qui érucitent régulièrement dans le pays depuis plusieurs mois. Ils multiplient provocations et coups de main contre les droits des femmes, les laïcs, les juifs de Tunisie, les libertés démocratiques – prenant d'assaut, dès le 7 octobre, une télévision accusée d'avoir diffusé le film *Persépolis*, organisant des descentes musclées sur les universités ou attaquant, le 5 avril, les personnels hospitaliers de Sfax, en grève. Avant tout, ces meutes hurlantes et de mieux en mieux armées apparaissent comme le germe d'une force organisée contre le prolétariat, un nouveau fascisme.

Les salafistes jouent, de manière évidente, le rôle de poissons-pilotes pour le gouvernement Marzouki-Jebali, qui les laisse agir à leur guise. Salafistes et Ennahdha ont les mêmes banquiers : les premiers émargent auprès de l'Arabie saoudite, quand les autres entretiennent des relations très suivies avec le Qatar. À l'université, toutes les nuances de la réaction islamiste cohabitent au sein d'une même structure, l'UGTE, rivale du syndicat historique UGET.

L'affaire de la Mannouba, campus universitaire de la banlieue de Tunis, en a été l'illustration la plus frappante. Début décembre, une poignée de salafistes y commence

une occupation, sous prétexte d'imposer le « droit au niqab ». Des enseignants et étudiants sont molestés, les locaux du doyen envahis, les cours suspendus pendant des mois. La réaction de Marzouki : « *Nous nous devons de protéger les femmes en niqab, en hijab et les femmes non voilées.* » (discours d'investiture, 13/12/2011). Le premier ministre islamiste Jebali, va plus loin : « *Tout le monde a droit à l'éducation, et ne saurait en être privé* » (Mag14, 2/12/2011).

Le 4 janvier, des milliers d'enseignants et étudiants de la Mannouba manifestent devant leur ministère au cri de « *Dégage* », exigeant l'évacuation des salafistes de leur université. Le ministre, membre d'Ennahdha, fait tabasser les manifestants par la police, accusant les manifestants d'avoir attaqué le ministère.

Début mars, les salafistes franchissent une étape supplémentaire en arrachant le drapeau tunisien du toit de l'université, pour lui substituer le drapeau noir de leur mouvance. Cela fait donc plus de trois mois qu'une petite bande de voyous parasite la vie d'une université entière ! La raison de cette situation est à chercher du côté des directions syndicales, qui appellent encore le 8 mars à faire grève dans l'enseignement supérieur... pour fustiger « *l'inaction du ministre de l'Intérieur* » !

Bataille politique contre les enseignants et la jeunesse

Mais si les salafistes ont choisi de concentrer leur offensive contre une université, avec la complicité du gouvernement, cela n'a rien de fortuit : les mouvances islamistes comprennent bien que se joue-là une bataille décisive.

C'est à l'université que le régime de Bourguiba a perdu pied en premier, dès 1971 - année où l'Union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET), pourtant créée par les destouriens, échappe à leur contrôle. C'est de la jeunesse étudiante et lycéenne que sont partis les mouvements les plus significatifs aux heures les plus noires du régime de Ben Ali. Ces combats se sont poursuivis au sein du corps enseignant, où s'est développée une importante opposition syndicale.

À partir de 2008, c'est au sein des organisations enseignantes que l'insurrection de Redeyef a eu les plus importantes répercussions, en lien avec le fait que les enseignants ont eu à combattre d'importantes contre-réformes. Lorsqu'il a eu peur pour de bon, en janvier 2011,

Ben Ali a fait fermer les lycées et les universités. Lorsque le gouvernement provisoire de Ghannouchi s'est constitué, au lendemain du 14 janvier, c'est la grève générale de l'enseignement primaire qui l'a mis à mal.

Dès lors, on comprend pourquoi les salafistes se déchaînent contre les étudiants et les enseignants – de nombreux établissements scolaires étant entrés en grève du fait d'agressions. Rien de surprenant non plus à ce qu'une des premières victimes présumées des salafistes ait été un enseignant, militant syndical d'extrême-gauche, retrouvé « pendu » dans le village de Sejnène... où parade, en toute impunité, une milice islamiste.

Pourtant, comme les travailleurs qui cherchent à se servir de l'UGTT, les étudiants tunisiens ont réagi de manière très significative lors des élections universitaires du mois de mars – scrutin débarrassé pour la première fois des milices RCD – en votant à 88%, dans tout le pays, pour les candidats de l'UGET, laminant les islamistes.

« Progressistes » bourgeois contre islamistes

C'est faute d'une force politique représentant le prolétariat qu'aujourd'hui, Ennahdha et les meutes salafistes oeuvrent à occuper le vide politique. Mais le tableau de la contre-révolution ne serait pas complet s'il ne rendait compte de la nouvelle stratégie d'anciens caciques du RCD pour

retrouver le chemin du pouvoir : agiter le drapeau du « progressisme ».

Le 24 mars, à Monastir, c'est autour de l'ancien premier ministre Essebsi que se regroupaient plusieurs dizaines de partis tunisiens, sur l'axe du combat contre l'instauration de la « charia » au sein du projet de constitution. Autour

de cet axe, l'ancien parti stalinien Ettajdid, en cours de fusion avec le « Parti du Travail Tunisien » et les « libéraux » de son « Pôle moderniste » ; l'ex-tête de proue de l'opposition légale sous la dictature de Ben Ali, le PDP ; et bon nombre d'anciens caciques du RCD...

Est-il utile de le préciser ? « Progressistes » ou « modernistes » dans leurs affirmations, les tenants de cette coalition sans rivage à droite sont avant tout des ennemis jurés de la classe ouvrière tunisienne. C'est Essebsi qui, dix mois durant, a rempli le rôle principal dans l'organisation de la contre-révolution en Tunisie.

En Égypte comme en Tunisie : nécessité d'un front ouvriers-étudiants

Du point de vue des travailleurs et de la jeunesse, les différentes couches de l'appareil d'État et de la bourgeoisie ont un seul et même programme : celui du « partenariat » de Deauville, de la « dette » qui s'accroît à mesure que les masses la paient, de la soumission aux puissances impérialistes et à leurs trusts. Ce programme ne signifie rien d'autre que la poursuite acharnée des attaques contre leurs conditions de vie et leurs droits les plus élémentaires, le pillage sans limite des richesses de leurs pays, la soumission aux pays impérialistes dominants. C'est le programme qu'ils ont voulu combattre en s'engageant dans la voie de la révolution.

Si dure que soit aujourd'hui la situation, les prolétariats des deux pays ne sont pas écrasés à ce jour et conservent dans leurs mains une puissance potentielle supérieure à celle de tous leurs ennemis. Il faut, pour permettre à cette puissance de s'exprimer, qu'une force se dégage, opposant un **front uni du prolétariat et de la jeunesse** au front de la réaction, de la contre-révolution.

Constituer un tel front signifierait, pour commencer, que soit imposée la **rupture des organisations syndicales avec la bourgeoisie et toutes ses organisations, avec les gouvernements et l'appareil d'État** tunisien et égyptien. En Tunisie, le bilan des « accords » conclus l'an dernier et foulé aux pieds par le gouvernement actuel est éloquent : il en sera de même avec tout autre gouvernement fusionnant avec l'appareil d'État issu de la dictature, soumis aux exigences des puissances impérialistes. En Égypte, les velléités des dirigeants des « syndicats indépendants » d'obtenir leur « reconnaissance » par les militaires

C'est aussi son équipe qui a défini... la politique économique d'Ennahdha, écrite comme on l'a vu à Deauville.

Ni islamistes bourgeois, ni « progressistes » bourgeois – ni RCD rasé, ni RCD barbu : les travailleurs et la jeunesse de Tunisie ont besoin aujourd'hui d'une représentation politique du prolétariat, assumant leurs revendications politiques et sociales. Il est indispensable, pour le prolétariat, de sortir de l'impasse politique qui le réduit à devoir "choisir" en permanence entre différentes fractions bourgeoises réactionnaires.

n'obtiennent pour réponses que la loi anti-grève, la répression des travailleurs et des militants syndicaux. Il faut en finir avec cette politique.

Il faut rompre avec la stratégie des grèves disloquées, convoquées à mesure que se déroulent les « concertations » avec le régime, les journées de grève sans lendemain et sans résultat : les syndicats doivent inscrire leur action dans la perspective de la **grève générale** sur le terrain des revendications de tout le prolétariat. Ce mouvement, sur le modèle de la grève enseignante de septembre 2011 en Égypte, supposerait que soient impulsés **des comités de grève élus** sur la base des revendications, vers un **comité central de grève** Seul le mouvement vers la grève générale peut permettre que se réalise effectivement la **jonction étudiants travailleurs**.

Face à la répression et aux milices fascistes, la rupture avec la bourgeoisie signifie aussi la fin des suppliques adressées aux appareils d'État pour le respect des droits ouvriers : la police et l'armée issues de la dictature sont favorables à la répression et complices des milices. À Sfax, où les brutes salafistes ont été chassées, comme sur la place Tahrir où les baltagiyas ont été combattus, s'est exprimé le fait que seule **l'autodéfense ouvrière**, l'organisation sous l'égide des syndicats de groupes d'autodéfense, peut permettre que les libertés démocratiques et les droits des travailleurs et jeunes soient effectivement respectés. Du même élan, pourrait être balayée la poussière humaine des meutes salafistes qui sévissent aujourd'hui impunément en Tunisie.

Pour l'émergence de partis ouvriers de masse

Mais l'expérience des « transitions démocratiques » permet aussi aux travailleurs de mesurer l'absence d'une force politique organisée pour défendre son programme et ses revendications : un **parti ouvrier**, condition sine qua non à la formation d'un **gouvernement ouvrier et paysan** exerçant le pouvoir au compte des masses. Un tel parti, combattant pour le droit de représenter les forces sociales qui ont été au cœur de la révolution, constituerait en soi une réalisation prodigieuse, permettant aux travailleurs de Tunisie et d'Égypte de franchir d'un coup des décennies d'arriération politique.

Ce parti ne surgira pas, en soi, des diverses organisations ex-staliniennes ou d'« extrême gauche », divisées et intégrées le plus souvent à des « fronts » sans rivage, à l'instar du « Front du 14 janvier » qui s'est reconstitué en Tunisie. Pour permettre que ce parti voie le jour,

représente la grande masse du prolétariat, intégré si nécessaire l'ensemble de ses courants, c'est des organisations de masse du prolétariat, les organisations syndicales, qu'il peut et doit jaillir. Son programme de base serait constitué par les revendications et son élaboration politique consisterait à formuler les moyens d'y répondre.

D'ores et déjà, l'expérience des masses tunisiennes et égyptiennes permet d'avancer qu'il est indispensable, pour la satisfaction des besoins sociaux, d'exiger **l'annulation immédiate de la « dette » contractée sous les dictateurs, de rejeter du même élan le « partenariat de Deauville »**. Tous les accords conclus entre les puissances impérialistes et les dictatures doivent ainsi être annulés.

Les privatisations doivent être stoppées, et les biens arrachés aux dictateurs nationalisés, de même que les

entreprises privatisées sous Moubarak et Ben Ali doivent être renationalisées. Plus généralement, le parti ouvrier ne rechignerait pas à exiger la **nationalisation sans indemnités ni rachat de tous les secteurs vitaux de l'économie**, placés sous **contrôle ouvrier**, avec l'appui des syndicats pour l'organiser et le planifier.

Un parti ouvrier exigerait encore : une **réforme agraire** redistribuant la terre à ceux qui la travaillent, et la réorganisation de la production agricole pour satisfaire les besoins de la population ; l'organisation du **contrôle**

ouvrier sur les prix ; l'organisation sous contrôle ouvrier du meilleur accès à l'eau, à l'électricité ou au logement ; le droit pour tous les travailleurs à la sécurité sociale et à la retraite ; le développement de services publics accessibles à tous dans les domaines de l'enseignement ou de la santé... Il défendrait, en conséquence, la perspective d'un **vaste plan de production pour répondre aux besoins des masses**. Il serait enfin le seul véritable garant des libertés démocratiques, des droits des femmes et des droits des minorités.

Pour la révolution prolétarienne, le socialisme

Mais une avant-garde révolutionnaire, si elle combattait en Tunisie ou en Égypte pour qu'un tel parti voie le jour, n'en abdiquerait pour autant aucune de ses convictions ni aucun élément de son programme : elle combattait au contraire, ouvertement, pour que le programme de ce parti soit un programme de revendications transitoires vers l'instauration du socialisme.

Il n'est pas possible en effet d'imaginer que les revendications du prolétariat, les aspirations de la jeunesse puissent être satisfaites sans que soit mis à bas, en définitive, tout l'édifice militaire et policier des dictatures : que la police soit désarmée, que de larges pans de l'armée, via les soldats, bascule du côté des masses et s'organise pour balayer l'État-major, désignant ses propres commandants.

Il n'est pas possible d'imaginer répondre aux revendications des masses sans rompre avec la tutelle impérialiste et ses diktats : mais, pour surmonter les

conséquences d'une telle rupture, la Tunisie et l'Égypte révolutionnaires devraient inscrire leur combat dans la perspective des **États-Unis socialistes de l'Afrique du Nord**, voire de la **Fédération socialiste du Moyen-Orient** – tant l'expérience de la crise révolutionnaire en Égypte a montré que la lutte des masses égyptiennes a des répercussions bien au-delà des frontières de l'Égypte, à commencer par la Palestine.

Sous une forme négative, la contre-révolution à l'oeuvre, fruit de prétendues « transition démocratiques », fait ressortir la nécessité de ces mots d'ordre. Sous une forme nouvelle, l'alternative qui reste posée aux masses de Tunisie et d'Égypte est : révolution prolétarienne ou contre-révolution bourgeoise, sans moyen terme.

Les enseignements de l'année écoulée vont encore au-delà des seuls frontières de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : ils contribuent à montrer qu'« *On ne peut aller de l'avant sans aller au socialisme* » (Lénine).

Le 12 avril 2012